

# **De l'implosion du capitalisme par la révolution sociale**

**Essai**

**N. DURMAN  
C.E. ARKANTZ**

## **Préface**

Le développement de la société capitaliste ne s'est fait ni sans heurts, ni sans crises. L'exploitation à outrance de la classe laborieuse, l'augmentation continuelle du chômage ont plongé dans la misère une grande masse des familles dans tous les pays. La paupérisation commence à toucher toutes les couches de la société. Les conditions ne sont-elles pas réunies pour une révolution, telle que K. Marx l'avait prévue, pour renverser le capitalisme et lui substituer un système socialiste ?

Face à une telle éventualité, les tenants de la société capitaliste ou ultra-libérale ne sont-ils pas tentés de s'arc-bouter sur leurs derniers privilèges, tout en contestant les acquis sociaux, plutôt que d'accepter la remise en cause définitive d'une société qu'ils ont bâtie sur une économie de marché ? Entre mutations nécessaires et confrontations inéluctables, cette société-là n'est-elle pourtant pas condamnée à disparaître, portant en elle les germes de sa propre fin. Le risque d'une disparition violente n'est hélas pas à exclure, tant les tensions s'aiguisent entre les classes exploitante et exploitée et ne font que s'exacerber ? Comment expliquer que, malgré des profits colossaux, des multinationales envisagent des fermetures de sites et des plans sociaux, sans songer à partager les gains ? Comment justifier, en plein conflit social, qu'on puisse ergoter sur une augmentation de salaire de quelques euros mensuels pour des employés, alors que, dans le même temps, on accorde au dirigeant du groupe une indemnité de retraite de plusieurs dizaines de millions d'euros ?

Cette réalité affecte le corps social dans son ensemble, creuse la fracture sociale, semble créer une désaffection des citoyens pour la politique, radicalise les opinions et suscite des mouvements de rejet.

Afin d'éviter une catastrophe, un tsunami social, nous voulons apporter avec cet ouvrage une contribution qui puisse susciter des moyens visant à la transformation de la société capitaliste. Nous restons persuadés qu'une société nouvelle, débarrassée de ses entraves économiques actuelles, pourra construire son avenir, vivre et travailler en paix. Ne serait-ce pas cela qu'on appelle des lendemains qui chantent ?

## **Préambule**

Avec l'apparition de la vie sur Terre, plusieurs familles ou espèces animales vont former des communautés. Certaines de ces familles sont dotées d'un système défensif pour se protéger des prédateurs et assurer la pérennité de leur espèce. Ainsi, les individus la composant sont pourvus de défenses, dents, griffes, crochets, venin, aiguillon, dard ou cornes, notamment. Pour d'autres, la seule des défenses réside dans la fuite ; les animaux appartenant à cette espèce sont donc doués pour la course. Il existe une dernière famille qui ne pouvant repousser ses adversaires, ni leur échapper, n'a d'autre choix que de se replier dans une carapace comme unique moyen de protection ou d'utiliser le camouflage pour se soustraire à la vue de ses prédateurs. Certaines espèces ovipares pondent une énorme quantité d'œufs pour qu'une petite fraction d'entre eux assure la continuité de leur espèce. On a observé que 95% des œufs pondus par les poissons sont dévorés ou détruits avant l'éclosion ou bien les alevins qui en sont issus seront avalés par des prédateurs. Ce système assure l'équilibre des espèces dans la nature, qui, sauf catastrophe ou événement extraordinaire, ne sera pas remis en cause. Il est évident que cet équilibre entre les espèces animales est assuré entre prédateurs et proies, où les plus faibles, les moins résistants, les plus jeunes sont les principales victimes. Dans le règne végétal, la lutte entre les espèces est plus rare. C'est ainsi qu'on peut considérer que dans ce règne-là la notion de prédateur n'existe pas. Seules les conditions matérielles peuvent déterminer son existence.

La nature est tellement vaste, et la vie tellement riche et harmonieuse tant sur terre qu'au fond des mers que nous n'allons pas entreprendre une étude

approfondie pour examiner en détail chaque espèce. Puisque ce qui nous préoccupe dans notre propos est l'origine de l'homme, son évolution, sa place et son encadrement dans la société.

## **L'origine de l'homme**

La vie est apparue sur terre, il y a plusieurs millions d'années. L'homme primitif à l'instar des animaux a vécu en communauté. Il est fort probable que ces hommes vivaient en tribu, en harmonie avec la nature environnante. Lorsqu'un phénomène inconnu et surprenant se manifestait de temps à autres comme une tempête, une éruption volcanique, un tremblement de terre, ces événements impressionnaient fortement ces hommes. À cette époque, le niveau d'intelligence des hommes devait être limité, quoique nous ayons peu d'éléments pour en juger exactement. Toutefois, faute de pouvoir expliquer les phénomènes naturels, l'homme primitif les attribuait à une entité surnaturelle. Un jour, l'homme appella cette entité : Dieu. Le concept de Dieu fut attribué au Soleil ; il s'incarna également dans les vents et les tempêtes, les fleuves et les océans. Malgré son état primitif, l'homme se distinguait des autres espèces animales, et en particulier des singes, par son intelligence et sa faculté à utiliser ses mains pour confectionner des outils et des armes. On sait d'ailleurs que le premier de ses outils devait être une arme pour lui permettre de chasser : une pierre taillée. La chasse était en effet sa principale préoccupation pour lui assurer sa nourriture et celle de sa tribu. Après l'ère de la pierre, l'homme va découvrir le feu, puis les métaux. L'ère du bronze puis du fer vont permettre à l'homme de mieux combattre mais également de se défendre contre des ennemis. D'une façon générale, l'homme n'a pas de prédateur car il se considère au-dessus de toutes les espèces du règne animal.

L'histoire nous a démontré que le seul prédateur de l'homme est bien l'homme lui-même. Selon Plaute (repris par Bacon et Hobbes), l'homme n'est-il pas un loup pour l'homme ?

Dans son état primitif, l'homme a dû s'adapter aux conditions climatiques de la région dans laquelle il vivait. De plus, chaque communauté humaine devait avoir son propre langage et ses codes.

De même, suivant leur zone d'habitat, ces hommes vont se transformer au fil de l'évolution notamment par les traits de leur visage, leur squelette ou la couleur de leur peau. Avec l'évolution de son cerveau, l'homme commence à raisonner.

Le polythéisme disparaît pour passer au monothéisme ; on en distingue les premières démarches dans la culture égyptienne et assyrienne. Le concept de Dieu unique, créateur de l'Univers s'impose tout naturellement dans la société ; des religions monotéistes voient le jour tels le Judaïsme, le Christianisme ou l'Islam. Le Bouddhisme, quant à lui ne reconnaît pas ce concept de Dieu créateur. Toutes ces religions font découvrir les notions de l'altruisme, de la bonté, de la charité, de l'amour, de l'entraide, de la compassion et du respect de son prochain. Toutefois, l'histoire nous a démontré que souvent la religion fut utilisée comme prétexte pour entreprendre des guerres ou s'assurer la domination sur d'autres peuples. Dès l'origine, l'église latine s'est trouvée en butte à la résistance des fonds de pratiques païennes. Et bien qu'elle ait elle-même été persécutée sous l'Empire romain, elle s'est imposée parfois par la force, en Europe tout d'abord puis au-delà, au fil des conquêtes et des découvertes de nouvelles terres.

L'Église Catholique Romaine avec à sa tête le Pape a usé de tout son pouvoir pour persécuter et punir ceux qu'elle considérait comme hérétiques qu'ils soient chrétiens ou non : païens, cathares, albigeois et même les templiers pour ne citer que ceux-là – en recourant notamment à la Sainte Inquisition ; pour se faire, elle a été tour à tour le complice, l'instigateur ou l'instrument du pouvoir temporel. Face à ces positions parfois implacables ou dogmatiques de l'Église Catholique Romaine, la Chrétienté s'est divisée du Moyen-Age à la Renaissance par schismes successifs, créant différents courants tels l'Orthodoxie ou, plus tard, le Protestantisme.



## **Évolution de la société**

Le Moyen-Age est dominé par la religion au service de la féodalité. Il est vrai qu'à cette époque la religion est un facteur de stabilité et de cohésion sociale. Le pouvoir clérical détient le savoir ; il inspire les gouvernements, rois ou princes ; il s'occupe également de l'instruction puisque l'enseignement est dispensé par des clercs. La religion est fortement ancrée dans la société comme dans les esprits dans une société féodale, essentiellement rurale, vivant de l'exploitation de la paysannerie.

Cette paysannerie est soit asservie, taillable et corvéable à merci, soit affranchie. Quel que soit son statut, elle est soumise à des taxes et à des servitudes seigneuriales et ecclésiastiques. La terre appartenant à la noblesse et au clergé, la paysannerie ne possède pas de biens propres ou très peu ; elle travaille au rythme des saisons ; est rémunérée chichement. À côté d'elle, va se développer l'artisanat et le petit commerce, souches qui donneront naissance à la bourgeoisie. L'évolution de la société est marquée de soubressauts et de révoltes contre l'arbitraire et la servitude ; elle va créer un vaste mouvement contestataire qui finira par ébranler le monde ancien. La société féodale sera renversée par la société bourgeoise montante. Le pouvoir religieux s'adapte à cette transformation. Pourtant, au fur et à mesure de cette évolution, il s'affaiblit, subit les contrecoups du développement du savoir, de la science et des techniques, de la philosophie et de la contestation. Cette évolution sociale et intellectuelle s'accroît au fil des guerres et des conquêtes entre pays et nations. Souvent la religion est utilisée comme prétexte dans un but de domination. L'ordre religieux y est toujours présent.

Au vue de cette réalité incontestable, ne peut-on pas considérer que le plus grand prédateur de l'homme est bien l'homme lui-même ? Avec ses actions de massacres ou d'esclavages, l'homme se trouve toujours à la merci de l'homme, au nom de Dieu sous la société féodale. Après le passage du système féodal à la société capitaliste, la classe bourgeoise ne s'est-elle pas comportée contre la classe laborieuse comme un prédateur ?

## **Le capitalisme**

La bourgeoisie montante a su habilement exploiter le potentiel combatif de la de ceux qui souffraient du système féodal pour ébranler cet ordre établi, et y substituer son propre pouvoir. La bourgeoisie apporte certes de nombreuses améliorations dans les conditions de vie de la population, notamment de la paysannerie. Mais cela n'empêche nullement que l'homme reste toujours exploité par l'homme. La société bourgeoise promulgue des lois pour préserver ses intérêts, ses privilèges. Les lois sociales, votées par les parlements, ne sont concédées que pour pallier en partie aux revendications de la classe laborieuse et ce après des luttes parfois terribles. Dans ce contexte, l'action des syndicats, qui se sont créés pour défendre les intérêts de la classe laborieuse, aura un rôle de plus en plus important.

De même, les progrès techniques seront le résultat des efforts tant des savants que des travailleurs ou des techniciens. Un grand nombre d'ouvriers, de médecins, de biologistes, de chimistes, d'architectes, d'ingénieurs, de physiciens, des corporations d'hommes et de femmes contribuèrent au développement des sciences et des techniques ; les profits sont essentiellement engrangés par le patronat qui formera une nouvelle classe bourgeoise. Cette classe bourgeoise s'enrichit, se développe, crée des associations d'intérêts pour mieux exploiter les richesses mondiales. Le grand capital n'a aucune patrie. Nous pouvons comparer le capitaliste à une pompe aspirante ; cette pompe est mobile.

Après avoir aspiré l'essentiel des richesses de son pays, elle élargit son champ d'action à d'autres pays. Vivant dans la précarité, les populations du tiers-monde seront exploitées sans retenue et les richesses de leurs pays seront accaparées par de puissantes sociétés particulièrement venues de l'étranger.

## **Un aperçu du livre « Le Capital » de Karl Marx**

Karl Marx est né à Trèves en Allemagne en 1818. L'invention de la machine à vapeur en 1769 par Watt avait été le point de départ de la révolution industrielle. Au 19<sup>ème</sup> siècle, l'industrie se développe partout en Europe à des rythmes variés. Après avoir décroché un doctorat de philosophie à l'Université d'Iéna, Marx n'a eu de cesse de rechercher comment les travailleurs pourraient remplacer le capitalisme par le communisme. Jusqu'à sa mort en 1883, il reste convaincu que la classe ouvrière doit abolir la structure capitaliste basée sur le profit pour donner le pouvoir aux travailleurs. Ces travailleurs auront alors la tâche de fonder une société basée sur le travail librement associé en vue d'une production commune à l'usage de tous.

Après avoir observé le fonctionnement de la société basé sur le profit personnel, facteur d'un déséquilibre dans la collectivité en place, Marx entreprend une profonde étude économique et sociologique. Il préfigure le développement de la société fondée sur le profit – le capitalisme –, son extension, son déclin et enfin le changement fondamental vers une société de répartition des richesses à l'ensemble de ceux qui sont les producteurs – le socialisme, le communisme. Avec Engels, il en a tracé les raisons et les tâches qui en découlent, en désignant ceux qui portent en eux le pouvoir de cette révolution : ceux qui produisent, les travailleurs, les ouvriers.

C'est ce qu'on appelle le Marxisme.

Dénoncées dans son essence même, les autorités en place – sous quelques formes qu'elles se présentent – perçoivent les dangers qui pèsent sur leurs privilèges.

C'est la lutte entre les privilèges et les producteurs de richesse : c'est la lutte des classes. À travers son œuvre monumentale « le Capitalisme », Marx en vient à démontrer l'inéluctable avènement dans le temps de la société socialiste, précédant le le communisme lui-même.

Marx irritait les autorités prussiennes. Expulsé, il s'installa en France où il se convertit au socialisme. Sa première incursion dans l'analyse de l'économie débute avec « La sainte famille » publiée avec Frederich Engels en 1843. Après avoir signé un contrat pour « un livre d'économie » en 1845, Marx qui comptait terminer l'ouvrage en quelque semaines consacra des années à écrire le premier volume du Capital dont la suite ne sera publié qu'après sa mort par les soins d'Engels. Entre temps, Marx est devenu « politiquement indésirable » en France ; il part pour la Belgique. À Bruxelles, il adhère à la « Ligue des Justes », puis à la « Ligue Communiste ». Il est sollicité pour collaborer au Manifeste de la Ligue Communiste, plus connu sous le nom de « Manifeste Communiste ». Cette œuvre célèbre, écrite avec Engels, décrit la lutte des classes ; elle parut en 1848, « l'année des révolutions ».

Certes, les révolutions éclatèrent en Allemagne, en France ou en Hongrie, mais il s'agissait de révolutions bourgeoises, forme nouvelle du capitalisme contre le pouvoir royal, auxquelles se mêlaient les révoltes d'artisans et d'ouvriers.

Marx et Engels rejoignirent l'Allemagne pour éditer « La Nouvelle Gazette Rhénane ». C'est dans ce journal que Marx publia sa série de conférences en 1847 : « Travail salarié et capital ».

Suite à l'écrasement de la révolution allemande, Marx est jugé pour sédition. Il est acquitté après avoir prononcé un vibrant plaidoyer. Expulsé de nouveau d'Allemagne, il s'exile en Angleterre, où il est rejoint par Engels.

Il devient le correspondant du New York Herald Tribune et de plusieurs autres journaux, notamment viennois. La parution du premier volume du Capital en 1867 fut accueillie chaleureusement par la presse ouvrière. La presse bourgeoise l'ignora. Dans cet ouvrage, Marx révèle l'étape importante, donnant une arme théorique au mouvement ouvrier. Il démontre que le capitalisme est fondé sur l'exploitation des travailleurs, hommes, femmes et enfants. Tous les éléments de la société moderne sont analysés, il montre pourquoi les produits du travail sont des « marchandises » ; pourquoi l'argent est tout puissant ; d'où vient le capital ; et pourquoi il y a des crises économiques.

## **La Commune de Paris**

La guerre de 1870 scelle la débâcle du Second Empire. Les troupes prussiennes assiègent Paris. Un gouvernement provisoire accepte les conditions humiliantes d'une reddition, la perte de l'Alsace, de la Lorraine et du Territoire de Belfort, le versement de dommages de guerre, notamment. Le gouvernement provisoire prend des mesures impopulaires. Le peuple de Paris se révolte. Il proclame la Commune de Paris, le 18 mars 1871. Ce mouvement, qui durera jusqu'au 27 mai, est composé de républicains, de socialistes, de patriotes, d'ouvriers, d'artisans, de petits commerçants. Pendant plus de deux mois, il va tenir tête au gouvernement provisoire d'Adolphe Thiers, installé à Versailles. C'est lors de la semaine sanglante que Marx va manifester son soutien à la Commune. Pour lui la Commune démontre que la classe ouvrière peut gouverner. Il aura fallu que le gouvernement provisoire de Thiers s'assure de l'appui de Bismarck pour que ce mouvement soit mâté dans un bain de sang. Avec près de 30.000 tués, des milliers de déportés, des condamnations à mort, le bilan de la Commune est des plus lourds mais aussi très riche en expériences. Il conduira Marx à préciser son Capital pour la traduction française qui sort sous forme de fascicules à l'usage de la classe ouvrière de 1872 à 1875. L'éditeur français de Marx était un exilé communard. Marx avait tiré les leçons de la Commune de Paris. Cela lui permettait d'analyser la situation et d'orienter la lutte des classes vers une nouvelle stratégie. Le « Capital » donne et précise chacun des éléments matériels que forme la base de la société.



### **La dénomination de « marchandises »**

On fabrique des marchandises, on vend des marchandises, on achète des marchandises. Cette accumulation de marchandises à prix marqués, peut s'appeler : la richesse de la société capitaliste.

« Une marchandise est une valeur doublée d'une valeur d'usage », disait Adam Smith dans le langage des premiers économistes. Nous devons comprendre le rapport entre « valeur d'échange » et « valeur d'usage » ; ce sont les deux faces de la marchandise, les deux poles de sa double vie.

Une « valeur d'usage », c'est une chose peut-être, nécessaire, utile ou agréable à la vie, un objet de besoins humains, un moyen d'existence.

Au début du capitalisme jusqu'à très récemment, la production dans la plupart des pays était destinée à l'usage direct et immédiat. Ce n'est qu'avec l'essor du capitalisme que la production d'échange est devenue prédominante. Le but et le résultat de la production précapitaliste étaient la valeur d'usage non la valeur d'échange. D'où, produire pour la vente ou le profit était considéré un peu comme immoral. L'échangeabilité des articles produits n'est devenue un aspect du produit du travail que dans la société capitaliste. Le pain fabriqué et mis en vente a une valeur d'échange avant d'être mangé. Si personne ne l'achète, il séchera sur place, même si des gens meurent de faim.

Un autre exemple de la façon dont la valeur d'échange dérive de la valeur d'usage est la « surproduction ». Le résultat est que les prix et les profits s'effondrent au désespoir des capitalistes. Puisque le système de prix obéit aux critères de l'offre et de la demande, la surabondance de l'offre joue sur le prix à la baisse.

Pour remédier à cela, les capitalistes détruisent volontairement une partie de leur production afin de soutenir les cours.

Un marché saturé du point de vue capitaliste est une catastrophe. Dans le monde capitaliste, on brûle du blé, du café, on tue des moutons, on déverse le lait dans n'importe quel lieu pour maintenir les profits. En affaire, l'important n'est pas l'objet ou son utilité mais ce qu'il vaut, ce qu'il rapporte. Avec l'apparition du métier à tisser mécanique, le temps de tissage a été réduit de plus en plus.

Ceux qui tissaient manuellement, incapables d'acheter des métiers à tisser mécaniques, ont constaté que la valeur de leur produit diminuait continuellement. Non parce que la valeur du travail effectif avait changé, mais parce que le niveau de production avait subi de profonds changements.

Dans la nature, il n'y a pas d'échange, là où il n'y a personne. L'échange fait partie des rapports humains. Lorsque l'échange répond au principe universel de production comme dans la société capitaliste, alors l'interchangeabilité devient un attribut social réel des produits en général. Il est impossible de vivre dans une société capitaliste sans rien acheter ni vendre. Les produits ne peuvent changer de mains que par l'échange.

Sans l'échange, un producteur de pommes n'aurait que des pommes dont il ne saurait que faire. Pour avoir des produits autres que ceux qu'ils produisent, les producteurs sont obligés de pratiquer l'échange entre leurs produits et ceux dont ils ont besoin. Ainsi, tout produit n'a de valeur en soi que parce qu'il possède la valeur d'échange. C'est ce qu'on appelle l'échangeabilité, ou l'interchangeabilité.

Les marchandises sont des valeurs sous les formes les plus différentes attirent l'argent comme l'aimant attire le fer. La valeur se présente sous trois formes : en tant que marchandise, argent, et par le capital à qui il donne naissance.

Les marchandises sont des valeurs d'usage produites pour l'échange. L'argent, c'est la marchandise universelle, au même titre que toutes les autres. Le capital, c'est l'argent prélevé au détriment de celui qui le produit et investi pour produire plus d'argent.

Quand les marchandises sont produites pour l'échange, les rapports de valeur se précisent. Finalement apparaît un système de production de marchandises où les quantités de valeurs relatives des différentes marchandises sont systématiquement fixées pour le moment précis de la transaction. Dans les échanges commerciaux, la marchandise universellement utilisée comme monnaie était l'or. Avec l'établissement de l'étalon or, il est convenable de dire que toute marchandise quelle qu'elle soit pouvait être échangée, en utilisant désormais la monnaie pour effectuer cet échange. L'or, par sa valeur spécifique, devenait l'unique marchandise échangeable contre toutes les autres ; il était une **super marchandise**.

Les pouvoirs de l'argent se multiplient plus que jamais quand il fonctionne comme capital. En tant que capital, l'argent fait en effet « tout faire aux hommes ». La devise du capitaliste est « profit maximum ». L'argent investi pour produire de l'argent s'accroît de lui-même. Il produit de la plus-value. Cette plus-value prend trois formes de base : 1° Le profit, 2° L'intérêt, 3° La rente.

L'argent sert d'émolument aux riches et, en tant que capital, tend à s'accumuler quand il est investi, pour en tirer des profits. L'argent devenu capital, c'est la part de la valeur soustraite de la force de travail.

Le capitalisme dépend de la transformation de la force de travail en marchandise. Même, une faible circulation des marchandises n'exclut pas la création de profit.

Mais, le capital exige plus que la simple circulation d'argent et de marchandises. La révélation du capital prend forme lorsque le possesseur d'argent, le propriétaire de l'usine notamment trouve sur le marché le travailleur, libre vendeur de sa force de travail. Le capitaliste – possesseur d'argent – achète pour vendre et faire du profit, tandis que l'ouvrier vend sa force de travail pour gagner sa vie. Un travailleur pour pouvoir survivre doit vendre sa force de travail contre un salaire ; il devient ainsi un prolétaire.

Le prolétaire est dans une profonde dépendance vis-à-vis du capitaliste. Le prolétaire effectue tout le travail productif, mais seul le capitaliste contrôle la production. L'exploitation n'est pas une nouveauté ; c'est le contrôle du surtravail par une classe oppressive. Ce contrôle oppressif existe dans toutes les sociétés depuis l'introduction de l'esclavage. C'est en fait la marque de la société dominante. Sa forme diffère dans la société capitaliste où le surtravail devient une plus-value. Quand la force de travail n'est pas rémunérée à sa juste valeur, l'existence de l'homme, du producteur peut en être profondément affectée.

Engels disait : « Tout développement de la société humaine commence le jour où le travail de la famille primitive crée plus de produits qu'il est nécessaire à sa subsistance.

Le jour où la famille consacre une part du travail non seulement aux besoins vitaux (moyens de subsistance) mais aux outils et aux aussi machines (moyens de production), le surplus de produit devient la base de tout progrès social, politique et intellectuel. »

À la fin du 14<sup>ème</sup> siècle, en Angleterre, le servage avait pratiquement disparu. La majorité de la population se composait de paysans libres. Ces paysans travaillaient peu pour les nobles, mais plutôt pour eux-mêmes sur leurs propres terres ou sur des terres communales. L'expulsion par la violence de ces petits propriétaires terriens se fit en plusieurs étapes. Ainsi se forma un prolétariat sans biens. La noblesse recherchant l'argent comme instrument de sa puissance annexa les terres arables pour les transformer en pâturages. Elle chassa par la violence les paysans les plus réfractaires, et détruisit de nombreux villages par la même occasion dans un déchaînement de haine qui terrorisa les plus faibles. Elle s'assura d'une classe ouvrière passive, soumise pour l'industrie.

Brusquement arrachés à leur paisible existence, et avec des possibilités réduites de travail, un grand nombre de ces paysans devinrent des mendiants, des voleurs ou des vagabonds. En 1530, sous le règne d'Henry VIII, un vagabond était condamné au fouet pour un premier délit ; puis on lui coupait l'oreille, quand il récidivait ;

dès lors, s'il commettait le moindre larcin, la peine qu'il encourait était la mort. En aurait-il été ainsi si on l'avait aidé à trouver un travail ?

En 1572, sous le règne d'Elisabeth I, les mendiants sans autorisation, âgés de 14 ans et plus, étaient fouettés et marqués au fer rouge. La récidive était passible de mort. Une nouvelle société, dominée par la noblesse, régnait sans partage. C'est à elle que l'on doit le règne de l'esclavagisme. Le travail forcé des indigènes d'Amérique dans les mines, la conquête et le pillage des Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une vaste aire de chasse aux esclaves qu'on appelait pudiquement « bois d'ébène ». Voilà les « procédés idylliques » qui marquent cette période à l'aube de l'avènement du capitalisme. Les méthodes terroristes et les lois sanguinaires qui avaient amené une population de sans terre à une discipline qui tenait d'une nouvelle servitude changèrent de formes et de moyens. Elles avaient atteint leur but. La production capitaliste se stabilisa et devint la forme nouvelle de production. Les travailleurs, dépourvus de moyens de production, n'avaient d'autre choix que de vendre leur force de travail. Ainsi le prolétariat devint l'acteur indispensable de la scène économique. Lorsque le capitaliste, celui qui possède l'argent et les moyens, va de l'avant, le prolétaire, avec sa seule force de travail, en est tributaire.

L'un est absorbé par ses affaires, l'autre est déférent et craintif. Là, nous parlons de l'aliénation du travail, de la subordination de l'ouvrier au capital. Le résultat de la vente de sa force de travail, la subordination de l'ouvrier, caractérise le trait intrinsèque du statut qui fait de la force de travail une marchandise.

La résistance des travailleurs à la tyrannie du capitaliste donne lieu au licenciement la plupart du temps. Le capitaliste se donne le droit de choisir celui ou celle qui lui assure une force de travail la plus avantageuse.

Dès lors, le travailleur licencié, privé de produire, perd ses moyens de subsistance. La valeur de la force de travail est quasiment inférieure à celle du produit du travail. C'est ça la plus-value.

Le temps de travail socialement nécessaire pour produire constitue la valeur d'une marchandise. Dans la société capitaliste, la force de travail est aussi une marchandise. Elle a aussi sa valeur. Les travailleurs produisent des marchandises qui ont plus de valeur que la force de travail elle-même.

Ce que produit l'ouvrier est au-dessus de la moyenne, il produit une plus-value plus importante. D'autre part, si le produit du travail est en-dessous de la moyenne, sa valeur marchande peut être insuffisante au paiement d'un salaire. Ce peut être la faillite pour le patron. C'est pourquoi, il est vital pour les capitalistes d'avoir un équipement ad hoc et les travailleurs avec des compétences les plus hautes.

La valeur ajoutée de la marchandise par la force de travail varie en introduisant une possibilité de surplus ; on appellera l'argent dépensé pour la force de travail, le capital variable.

La valeur transformée en moyens de production ne varie pas ; on appellera l'argent dépensé pour ces moyens, le capital fixe.

La règle d'or de la concurrence pour le profit est de produire le maximum et le moins cher, en réduisant le temps de travail moyen nécessaire à la production.

Le capitaliste c'est le profit personnifié.

La diminution des profits a conduit à des guerres économiques et même à des conflits armés. La guerre est le moyen décisif, ultime, pour s'assurer un avantage économique, au détriment de ses concurrents en se saisissant directement de ses ressources et de ses marchés de la manière la plus brutale.

Pour le vainqueur, c'est une excellente façon d'éviter la chute de ses profits, et de générer de nouveaux bénéfices.

En obligeant l'ouvrier à travailler plus longtemps, le capitaliste atteint son but en obtenant le résultat le moins onéreux. Pour l'ouvrier, il se trouve dans l'obligation de fournir absolument d'avantage de surtravail. C'est un voyage dans l'enfer du surmenage.

Les relations antagonistes entre le capital et le travail se situent constamment sur la question de la durée du temps de travail. Depuis les lois du 14<sup>ème</sup> siècle, les tenants du pouvoir se sont toujours efforcés de maintenir l'ouvrier au travail le plus longtemps possible. À l'époque glorieuse et violente à la fois des débuts du capitalisme anglais, quand le capital s'était organisé, et les travailleurs ne l'étaient pas, des milliers d'enfants sont morts à la tâche, obligés de trimer avant le lever du soleil, et parfois jusque tard dans la nuit. Le capital, fruit tiré de la force de travail des salariés, ne les a pas ménagés et nombreux le payaient de leur vie par épuisement ou par maltraitance. Les enfants eux-mêmes en subissaient les conséquences. Il n'était pas rare de voir des enfants travailler de cinq ou six heures du matin jusque très tard le soir.

Le temps de travail n'était pas limité, et bien souvent dans des conditions les plus bruyantes ou malsaines telles les mines poussiéreuses et étouffantes presque sans lumière.



Des cohortes d'enfants et de femmes ont ainsi péri, épuisés après une vie terrible de labeur. Toujours sans le sou, même lorsqu'ils avaient un travail, les ouvriers de ces « sombres moulins sataniques » comme le disait le poète William Blake, il n'était pas rare de rencontrer des mutilés de mille et une façons. Les ouvriers, qu'ils soient hommes, femmes ou enfants, avaient pas une vie de famille très difficile ; ils étaient astreints au labeur harassant devant des machines. La seule force capable de limiter les effets du capital pour faire de chaque heure de veille une heure de travail a été le prolétariat lui-même.

Les travailleurs se sont organisés pour réduire la journée du travail à des proportions plus acceptables. Ils ont ainsi fini par imposer au capital des journées de dix heures, puis de huit heures.

Le capital a toujours voulu faire barrage à ces avancées sociales et il a cherché partout de par le monde des pays où les travailleurs moins organisés pouvaient assurer des journées de seize à dix-huit heures. Car, dans beaucoup de pays où l'industrialisation prend son essor et la naissance d'un prolétariat n'a pas pris la mesure de sa défense, le capital s'impose. Si les travailleurs essaient de diminuer la plus-value, en demandant des augmentations de salaires, les capitalistes la font remonter en augmentant les prix de vente. La bataille d'une plus-value plus importante se livre aussi sur d'autres fronts.

Supposons que les travailleurs soient forcés de travailler plus vite, si la valeur de la force de travail ne varie pas, il faut désormais moins de temps pour produire des marchandises égales en valeur à une force travail dépréciée par l'accroissement de la production. Seul le capital est gagnant.

C'est pourquoi le capitalisme utilise la méthode du « management scientifique » en appelant des « experts » qui munis de chronomètres vont analyser les gestes, réduire les mouvements inutiles et parvenir à une meilleure productivité. Ou encore, on use de la psychologie ; « De quelle couleur faut-il peindre l'usine ? Quelle musique faut-il diffuser pour que le personnel travaille mieux ? ». Ailleurs, on emploiera la contrainte ; on engage des contremaîtres brutaux et des cadres sournois. Là où les travailleurs prennent conscience, ils agissent pour contrecarrer l'accélération des rythmes de travail. Là où ils sont faibles, le capital continue à maintenir une pression à la limite du soutenable. Tant que les travailleurs ne seront pas organisés, structurés et forts, par tous les moyens et sous les formes les plus diverses, le capital recherchera les secteurs où ces structures et ces organisations n'existent pas ; il s'implantera dans ces zones où les travailleurs sont privés de choix, ce qui les obligera à accepter des conditions draconiennes, et seront exploités plus impitoyablement que des ouvriers organisés.

Actuellement, avec la croissance rapide d'une classe ouvrière malléable, le capital a toute latitude pour délocaliser et s'installer là où ses intérêts seront les mieux garantis. Cette tendance à vouloir produire plus de plus-value prélevée sur les conditions de travail permet de maintenir ou d'augmenter les profits. Comme le capital variable (V) ne peut plus être diminué par la réduction du temps de travail et des salaires, nous pouvons imaginer les possibilités qui s'offrent au capital pour éviter les crises qui le menacent lorsque le capital constant (C) s'accroît et que ce qui est produit ne s'écoule pas.

## **La lutte des classes**

Il est bien clair que la plupart des travailleurs ne vivent pas au niveau de subsistance qu'exige la simple survie biologique, mais à un niveau de subsistance défini socialement. Ce dont les travailleurs ont besoin n'est pas seulement déterminé par la nourriture, mais par les besoins sociaux. Il y a dans la valeur de la force de travail un élément historique, social, éthique. L'antagonisme entre capital et travail s'exprime donc fondamentalement dans le conflit sur ce qu'exigent les travailleurs. Là où la classe ouvrière est forte, les travailleurs peuvent imposer un niveau de vie relativement plus élevé. La nature sociale de la valeur n'est jamais aussi frappante que dans le cas de la valeur de la force de travail. Bien qu'il soit généralement admis que les travailleurs doivent recevoir un minimum vital, assez pour pouvoir vivre décemment, en d'autres termes assez pour s'offrir les moyens de subsistance afin que la force de travail puisse être maintenue, il n'y a pas d'accord sur le montant de ce minimum vital. C'est une question jugement et l'objet de luttes ! La valeur réelle de la force de travail varie selon les changements de rapports de force entre la classe ouvrière et le patronat. Avec les syndicats et les partis politiques, les travailleurs deviennent capable de combattre efficacement le capital, en s'opposant aux réductions de salaires, et souvent en obtenant des augmentations. À tout moment, le niveau des salaires reflète un certain niveau d'équilibre entre la force du capital et celle du travail. Quand les travailleurs sont assez puissants, ils arrachent une augmentation des salaires. Cela n'empêche pas au capital de disposer de beaucoup de ressources pour y faire face.

Obligé d'un côté de payer de plus hauts salaires, il investira ailleurs pour une main-d'œuvre à bon marché, c'est à dire dans une force de travail moins rémunérée pour une production égale à celle des travailleurs mieux rémunérés.

Si quelque part dans le monde, les travailleurs acceptent un niveau de vie plus bas que celui des travailleurs dans les pays plus développés, le niveau de vie le plus élevé des travailleurs de ces pays peut-être directement menacé, y compris leurs emplois. Ainsi, le capitaliste en recourant à la force de travail la moins chère, forcera ces travailleurs mieux rémunérés à modérer leurs revendications s'il veulent conserver leur emploi.

Pour le capitaliste, plus les salaires sont bas, plus les profits sont élevés. Ainsi, il exploite à fond les diverses catégories de travailleurs. Le capitaliste tente de diviser la classe ouvrière ; il joue sur deux tableaux.

Quand aux États-Unis, les travailleurs arrachent des salaires plus élevés, leurs employeurs s'évertuent à grignoter ces salaires ; ils les opposent aux travailleurs venant de l'étranger, bon marché. Par ailleurs, ils investissent de plus en plus hors des États-Unis. En même temps, en s'appuyant sur une classe politique qui leur est acquise, ils exigent la loyauté de leurs travailleurs. Leur argument ? Les travailleurs américains sont plus riches qu'ailleurs. Le capitaliste est trop heureux de projeter cette image à ceux de son pays, tout en allant utiliser une force de travail moins onéreuse et plus disponible en dehors du pays.

Les grandes puissances capitalistes ne se privent pas, si nécessaire, et sous prétexte de défense de la liberté et de la démocratie, d'envoyer leur armée de métier, à leur dévotion, dans des pays sous développés au niveau de vie les plus bas et dans la misère.

Là, ils installeront leurs entreprises, assurées d'une main d'œuvre dévaluée, médiocrement organisée pour se défendre, plus apte à être exploitée, source de plus grands profits.

En conséquence et parallèlement, les travailleurs des pays les plus développés connaissent un chômage en constante progression, notamment au rythme des entreprises sujettes à la délocalisation. Dans le même temps, il faut noter une régression des salaires et du pouvoir d'achat avec à la clé un chantage permanent du lock out des lieux de travail.

Il est évident que pour augmenter leurs bénéfices, les capitalistes investissent de plus en plus dans les régions et les pays démunis de moyens, là où la précarité de la vie s'est installée, là où la main d'œuvre est corvéable à merci.

Aujourd'hui, dans un mondialisme dépourvu du moindre humanisme se développe à grande vitesse une concurrence capitaliste féroce dont les véritables victimes sont les travailleurs de tous niveaux et de tous pays.

Dans cette vaste confrontation qui s'étend sur tous les continents, le capitalisme saisit tous les moyens pour empêcher la montée du mécontentement des travailleurs à son encontre. C'est dans cette intention que le capitalisme développe, dans les larges couches des milieux populaires, le rejet, le racisme, l'intolérance, visant à dresser la population du pays contre les émigrés.

Ne faut-il pas diviser pour régner ?

Cette politique fait partie intégrante de la volonté du capitalisme d'augmenter ses bénéfices en dévaluant au maximum du coût salarial, tout en accroissant la capacité, le rendement de la force de travail, sources de plus grands profits.

On peut imaginer combien la suppression de telles méthodes serait bénéfique pour l'ensemble des travailleurs à quelques niveaux hiérarchique ou de qualité qu'ils soient dans le processus de la production matérielle ou dans couches culturelles. Ce serait l'avènement d'une nouvelle société de justice, de liberté, de fraternité. Ne serait-ce pas une caractéristique d'une société communiste ?

cette société dans laquelle les travailleurs contrôlent démocratiquement à la fois la production et le reste de la vie sociale, produisent pour l'usage et non pour le profit. La liberté et le pouvoir des travailleurs seraient la marque de la nouvelle société, une société fraternelle. Le travailleur enfin maître des moyens de production, ce serait le terme d'une histoire dramatique et sanglante, celle de l'exploitation et de l'expropriation. La force de travail n'est vendue au capital que parce que ce capital possède le monopole des moyens de production. Les prétendus « travailleurs libres » qui sont surtout libres d'aliéner leur travail pour le privilège d'être exploités connaissent une parodie de liberté. La classe ouvrière doit s'organiser, s'unir en vue d'un changement fondamental de la société. Elle a besoin d'un renversement révolutionnaire du capitalisme, pour mettre fin à la production marchande et à l'impérialisme, pour la création d'un système nouveau et réellement libre et fraternel.

Le changement de société est, d'essence révolutionnaire, difficile dans son application. La Commune de Paris en est un exemple. Elle a été vaincue et la France est restée capitaliste ; les possibilités n'en sont pas moins immenses.

Durant le siècle dernier, les idées et le mouvement révolutionnaires se sont répandus parmi une partie importante des travailleurs du monde entier. En France, des millions de travailleurs se reconnaissaient dans les idées socialistes, incompatibles avec l'exploitation dont ils étaient victimes. Cela est vrai de dans de nombreux pays, même là où la conscience de classe est peu développée. Elle est potentiellement forte.

Les partis ouvriers et les syndicats e défense des droits des travailleurs et des fonctionnaires sont nécessaires pour agir de concert pour leur défense et leur émancipation. Personne ne fera cadeau du socialisme à la classe ouvrière.

Le socialisme est une idéologie combattue par tous ceux qui s'accommodent d'une dictature sur les travailleurs, au nom des travailleurs et par conséquent au nom du peuple. Le socialisme est la source de l'émancipation des travailleurs. Leur division repousse l'échéance de l'instauration du pouvoir socialiste.

Politiquement organisés dans les partis révolutionnaires, les conseils locaux et l'entreprise, les travailleurs sont appelés à prendre leur destin en main. Ce qui est arrivé à Paris en 1871 avec l'instauration de la Commune a montré la voie. Certes, la Commune fut écrasée par les armes, mais son esprit et ses objectifs continuent de rayonner pour des dizaines de millions de gens. Aujourd'hui, s'il est vrai que la classe ouvrière n'a pas encore trouvé son rassemblement autour d'une volonté de changement de société, on assiste néanmoins à des efforts importants agir en commun en vue d'une évolution favorable aux différentes couches les plus touchées par la régression des conditions de vie.

Il est évident qu'une personne ou un organisme, quel que soit sa forme ou son appellation, qui emploie des salariés, ouvriers, fonctionnaires ou cadres, partie intégrante d'une production matérielle, se classe parmi les exploités, caractéristiques de la société capitaliste. Face à cette société capitaliste arrogante et autoritaire, il devient souhaitable qu'éclate un soulèvement qui, à l'image de la Commune de Paris, mais infiniment plus puissant, embrase la classe ouvrière pour l'abolition du salariat et de la marchandisation de la main d'œuvre.

« Le monopole du capital devient une entrave pour le monde de la production qui a grandi et prospéré avec lui. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats, l'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés. »

En abordant « Le Capital » de Karl Marx nous ne nous sommes pas appesantis volontairement sur les calculs arithmétiques concernant les données de capital constant (c), capital variable (v), et plus-value (p). Avec ces calculs arithmétiques, bien que datant de plus d'un siècle et malgré l'évolution de la société capitaliste, les données comme les résultats obtenus s'avèrent toujours valables.

Notre propos est d'étudier les raisons, les moyens et les possibilités d'une transformation en douceur de la société capitaliste vers une véritable société socialiste, une société de pleine solidarité.



## **Le développement de la société capitaliste**

La connaissance et la capacité de l'homme sont des éléments dont le patronat est obligé de tenir compte. C'est grâce à cette connaissance de l'homme que le patronat pourra tirer des profits. Le développement d'une entreprise s'effectue grâce au travail fourni par la classe laborieuse, en s'appuyant sur toute une panoplie de forces corporatives sous les ordres du grand patronat. Le principal souci du patron c'est de gagner de l'argent. Pour arriver à ses fins, il utilise tous les moyens dont il dispose. Dans le cadre des lois qu'il fait voter, il s'assure d'obtenir un maximum de production dans un minimum de temps. C'est l'exploitation maximale de la classe laborieuse. Le film « Les temps modernes » de Charlie Chaplin est très éloquent à ce propos. Aux yeux du patronat, une machine ne représente-t-elle pas une valeur supérieure à celle d'un homme ? Dans une région française, une entreprise du textile employait plusieurs dizaines de femmes – les femmes sont d'ailleurs toujours moins payées que les hommes à travail égal, même si dans de nombreuses tâches elles sont plus habiles ou méticuleuses qu'eux. Un jour, le chef d'atelier (un homme) annonce au patron qu'une machine de production a happé le bras d'une employée. En conséquence la chaîne de production est arrêtée. Quelle est la réponse du patron ? « Cet incident a-t-il occasionné une détérioration de la machine », s'inquiète-t-il.

Autre événement dont nous avons été le témoin oculaire : La société « X » de renommée mondiale dans le domaine de la fabrication de chaudières industrielles sous-traite certains travaux avec des PME-PMI.

Pour équiper une de ses chaudières d'une armoire électrique, cette société passe une commande à la société « Y ». Les travaux sont effectués dans les règles de l'art et conformément aux dispositions du cahier des charges. Lors de sa mise en route par les spécialistes de la société « X », la chaudière explose ; et un employé de la société « Y » qui venait de terminer le câblage de l'armoire électrique, est atteint en plein thorax d'un éclat de zamac provenant du brûleur. Cet employé décède à l'hôpital après être passé au bloc opératoire. Le lendemain de l'explosion, la secrétaire de direction de la société « X » annonce à son patron l'accident et le décès d'un des employés de la société sous-traitante. Que pensez-vous que fut la réaction du Président Directeur Général de la société « X » ?

Il se frotte les mains, emporté par son enthousiasme et s'écrit : « C'est formidable nous allons pouvoir vendre une autre chaudière. »

Le cynisme de cet individu montre de manière irréfutable le manque de respect, de dignité et d'éthique, si ce n'est l'absence d'une quelconque humanité, face à un drame humain, la mort d'un employé consciencieux, la mort d'un homme tout simplement.

Combien de cas similaires se produisent-ils dans le monde au 21<sup>ème</sup> siècle ? La vie de l'homme n'a-t-elle de valeur que lorsqu'elle est en mesure d'assurer une production pour la plus grande satisfaction d'un patron ? Si c'est ainsi alors toutes les considérations humaines disparaissent face à de telles attitudes.

\*

\* \*

D'après la théorie de Marx, un prolétariat bien organisé renverserait la société capitaliste pour lui substituer à sa place une société socialiste. Il est bien évident que la classe ouvrière du 20<sup>ème</sup> siècle et au seuil du 21<sup>ème</sup> siècle n'a pas les mêmes structures que celle du 19<sup>ème</sup> siècle. Suite aux multiples actions revendicatives, le prolétariat a arraché des avantages qu'on ne pouvait imaginer aux siècles précédents. Grâce à ces actions, sous l'égide des syndicats ouvriers (dont le rôle fera l'objet d'une réflexion particulière) ces avantages ont été tout autant matériels que sociaux.

Certes, les conditions de vie des ouvriers se sont améliorées. Celles-ci l'ont été au détriment du patronat. Chaque augmentation de salaire a pour effet de réduire les profits du patronat. Nous avons vu comment le capitaliste trouvait d'autres moyens pour s'assurer ses profits et même les augmenter. La manière la plus efficace aurait été de recourir à une main-d'œuvre en embauchant des ouvriers étrangers qu'il paiera moins, soit en délocalisant ses moyens de production dans des pays où cette main-d'œuvre lui coûtera jusqu'à une dizaine de fois moins chère. Dans le premier cas, il pourrait se créer des tensions au sein de l'entreprise entre les nationaux et la main-d'œuvre étrangère, avec des risques de conflits au sein de la classe ouvrière. Il pourrait en découler soit des compromis concernant les salaires entre patronat et salariés, soit l'amorce d'une lutte dont la forme serait déterminée par de nouveaux rapports de force entre les salariés et leurs patrons.

Dans le second cas, lorsqu'on délocalise pour s'implanter dans des pays à main-d'œuvre bon marché, on licencie le personnel du siège d'origine suite à sa fermeture partielle ou totale ;

et ce parfois du jour au lendemain, sans concertation préalable avec le personnel. C'est ainsi que de très nombreux travailleurs et salariés sans travail viennent grossir les rangs des chômeurs dans des régions souvent sinistrées. Combien de familles se trouvent alors plongées dans la détresse après un licenciement ? Avec la généralisation du système de crédit instauré par les organismes financiers, de nombreuses familles se retrouvent dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements ? Devrons-nous rester de simples spectateurs devant de tels drames qui peuvent parfois conduire jusqu'au suicide de ceux qui ont perdu leur emploi ?

Le grand patronat détient tous les moyens ; il dispose de la finance, des médias et de la force de répression. Il utilise des outils de propagande pour conquérir de nouveaux adeptes au service des classes dirigeantes.

La force vive d'une nation, c'est sa jeunesse. Mais qu'en sera-t-il de cette jeunesse ? Le chômage des jeunes ouvre des voies à la délinquance, à l'usage de la drogue, au vol, jusqu'au violences meurtrières.

Toutes les conditions de révolte ne sont-elles pas réunies pour ébranler les structures d'un pays comme la France qui, il n'y a pas si longtemps, faisait figure de modèle dans le monde ?

## **Droit au travail**

Le premier droit des ouvriers est le droit au travail, mais ce droit a tendance à devenir de plus en plus théorique, et même fictif pour un nombre grandissant de salariés. Les organisations syndicales se dépensent journallement pour trouver les moyens appropriés pour la défense des droits au travail des travailleurs. Chaque salarié est désormais appelé à changer de métier plusieurs fois dans sa vie ; et de tout un chacun dépendra pour beaucoup de cette adaptation et de sa capacité à y parvenir. Les mutations considérables des conditions d'emploi, auxquelles s'ajoute la persistance des plans de restructuration, ont des effets destructeurs. Elles affaiblissent les relations d'emploi et condamnent nombre de salariés à l'instabilité. Ces faits risquent de s'étendre à toutes les catégories de salariés, aux cadres comme aux professions intermédiaires, aux ouvriers et aux employés, aux salariés nouvellement embauchés dans l'entreprise tout comme aux plus anciens.

Les lois imposées sous la pression de la classe bourgeoise dans le domaine du travail se heurtent à l'action farouche de la classe ouvrière. Les ouvriers prendront conscience de leur force, s'ils sont unis pour changer la donne. Les lois n'ont pas le pouvoir de mettre fin aux revendications salariales. Si le renforcement d'une seule organisation syndicale est un élément essentiel, ce n'est pas le seul point sur lequel cette organisation devrait compter. La manière dont les organisations syndicales agissent ensemble pour relever un certain nombre de défis demeure un élément important de cette démarche.

Un nouveau statut du travail pour une véritable sécurité professionnelle ne serait-elle pas nécessaire pour protéger la classe ouvrière désemparée par les aléas de la mutation de la société capitaliste ? Cela exigera avant tout une promotion, une revalorisation de la place du travail et des capacités humaines sans précédent dans l'histoire.

C'est sur cet objectif qui fait de la protection et de la promotion du travail un enjeu essentiel de l'évolution sociale et économique, que doivent s'entendre les organisations syndicales.

### **Les robots au service du grand capital**

Dans les pays industrialisés, les chefs d'entreprises ont investi énormément d'argent afin de mettre au point des outils capables de remplacer le travail humain. C'est le développement de la mécanisation forcée et de la robotisation. En réalité, ces nouveaux outils étaient destinés à atténuer la pénibilité du travail de l'homme dans compartiments les plus divers, comme dans les mines de charbon, de potassium, dans l'industrie automobile sur les chaînes de montage pour les ouvriers qui effectuent des travaux de peinture. En France, d'après la législation sur la santé en vigueur, le temps de travail des ouvriers est défini et limité. Le chef d'entreprise doit fournir à ses salariés des ateliers de peinture un litre de lait par jour, et leur faire faire régulièrement une prise de sang. Dans ces ateliers, on fait souvent appel à une main-d'œuvre étrangère qui s'accommode plus facilement de ce genre de travaux. Le patronat est dans l'obligation de s'assurer le minimum de santé aux ouvriers locaux afin de garantir la permanence à ce type de poste. Il ne faut pas oublier que l'ouvrier étranger, sujet à de multiples handicaps, accepte de travailler pour un salaire moindre. Pour palier à la barrière linguistique, on recrute des interprètes, qui outre leur activité, se consacrent à des tâches supplémentaires dans l'entreprise.

Les mines de charbon ou de potassium constituaient l'unique activité de certaines régions. Et là, les ouvriers, quelles que soient leurs origines, étaient forcés de travailler dans les mêmes conditions. Ainsi, pendant la période hivernale, les ouvriers agricoles eux-mêmes descendaient dans la mine pour s'assurer un complément de salaire.

Dans les années 1946-1950, les mineurs du Nord de la France, les fameuses « gueules noires » avaient déclenché une série de grève dont la durée commençait à inquiéter le pouvoir. Une solidarité sans précédent fut organisée au bénéfice des familles des grévistes.

Face à cette situation, le gouvernement d'alors (SFIO Socialiste) n'hésita pas à lancer les policiers contre les C.R.S, les Compagnies Républicaines de Sécurité, créées à cette occasion que le Ministre de l'Intérieur, Jules Moch.

Il s'était donné pour but de briser le mouvement de grève dans les mines de charbons, dont les revendications consistaient principalement en une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Plus tard, sous l'influence des grandes sociétés pétrolières, les mines de charbon furent fermées. La cause invoquée fut une question de rentabilité. Il est évident que dans les pays industrialisés, l'élément primordial du fonctionnement et du développement de l'industrie, c'est l'énergie. Comme cette énergie est assurée de plus en plus par le pétrole, les grandes multinationales pétrolières détiennent cette arme pour imposer leur volonté et leurs solutions.

Tout bien considéré, le lobby pétrolier devient un État dans l'État. Qui oserait contrarier les décisions d'une de ces grandes sociétés ? Les populations du monde entier sont à leur merci. En matière énergétique, il y a aussi le gaz. Or cette ressource est, elle aussi, exploitée par les compagnies pétrolières ou leurs filiales.

Une autre énergie a vu le jour. Au début, elle était utilisée à des fins militaires : c'est le nucléaire.



Sachant qu'une énergie fossile comme le pétrole n'est pas inépuisable, les grandes sociétés pétrolières ont d'ores et déjà envisagé de maîtriser et d'exploiter cette énergie.

Revenons à la question de la robotisation, qui nous préoccupe particulièrement. Nous constatons que le robot effectue dans de nombreux domaines d'une façon parfaite le travail de l'homme. Un siècle auparavant, qui pouvait imaginer que le robot, suivant un programme préétabli, serait capable de remplacer l'homme dans divers travaux.

Dans les travaux de percement de tunnel, le robot par sa précision dans l'exécution qui lui sont confiées est pratiquement infaillible. C'est ce qu'a démontré le percement du tunnel sous la Manche, grâce à l'exactitude des calculs effectués par les ingénieurs et les techniciens, et le travail des ouvriers spécialisés dans le forage. C'est par la robotisation et l'automatisation qu'il fut possible d'aller à la conquête de l'espace. C'est aussi grâce au robot que l'homme a pu extraire des échantillons du sol lunaire et les a ramenés sur la Terre. Ce à quoi il faut ajouter de nombreux exploits techniques et scientifiques accomplis dans l'espace.

On peut être fier de ces avancées humaines lorsqu'elles contribuent au bien-être de l'Humanité. Nous observons qu'avec l'introduction de la robotique dans l'industrie, l'ouvrier a été soulagé du travail le plus pénible. Mais était-ce le but recherché dans un système capitaliste ? En fait l'objectif de la robotisation est de produire plus et ce dans un minimum de temps, tout en payant un minimum de salaires. Il n'est donc pas étonnant que la robotisation ait fait son chemin dans l'industrie.

Avec ce système, le patronat était doublement gagnant : d'une part, la machine ou le robot n'était pas soumis à des taxes ou des charges sociales comme l'ouvrier, d'autre part, la législation en vigueur limitant le travail journalier à huit heures, le robot lui pouvait travailler 24h sur 24, sans contraintes, ni taxes ni salaires ; et son coût était vite amorti.

La robotisation élimine les ouvriers. La restructuration des entreprises a conduit à une augmentation du chômage. Le plus paradoxal en l'espèce est que le patronat a utilisé des techniciens et des ouvriers spécialisés pour créer ces robots, qui une fois estampillés de leur « label de travail » ont écarté la plupart de ces employés de l'entreprise. Il faut bien constater que le progrès est souvent détourné au profit du grand capital. Le peuple qui se bat pour un avenir meilleur n'a profité que des miettes de ce progrès. En conclusion, la robotisation du travail a apporté une manne considérable de profit au patronat, au détriment des travailleurs. L'accroissement du nombre de chômeurs est directement lié à ce phénomène.

## **Le rôle des partis politiques**

Il est bien évident que dans chaque pays où le système démocratique est l'essence même de la société, les peuples élisent leurs représentants lors d'élections générales. Avant chaque scrutin, les diverses formations politiques promettent le bien-être, le bonheur, le travail, la sécurité et la paix. La plupart de ces promesses ne seront pas réalisées au lendemain du scrutin. Le taux de participation des électeurs varie selon les pays, les régions ou les enjeux politiques de 35 à 70%. Un taux de participation à des élections supérieur à 90% suppose un caractère obligatoire du devoir civique. Si un citoyen ne se rend pas au bureau de vote, il est sanctionné et doit acquitter une amende. Un taux de participation frôlant les 99% ne peut être observé que dans un pays où seul un parti unique est représenté aux élections. Ce fut le cas de l'URSS ou des ex-pays de l'Est ainsi que dans quelques pays au régime dictatorial avec un chef qui dirige le pays d'une main de fer. Chaque parti, lors des campagnes électorales, promet de servir les intérêts de la nation. Or, la majorité de ces promesses ne tiennent que le temps d'une élection ; elles seront oubliées une fois le candidat élu ou le parti au pouvoir. De résignation en déception, les électeurs sont de moins en moins convaincus et se réfugient dans l'abstention ; et le taux de participation diminue. Il est évident que chaque parti ne représente et ne défend que les intérêts de sa classe. Avec quelques nuances, nous pouvons considérer que la société est divisée sommairement en deux classes : celle des possédants, c'est à dire exploitante, et celle des exploités. La lutte est âpre entre ces deux classes, lorsque la société est pauvre et faible.

Un tel conflit peut même conduire le cas échéant à un coup d'état militaire fomenté par la classe dirigeante d'essence capitaliste pour protéger ses intérêts qu'elle estime menacés. Sous couvert d'ordre, un coup d'état peut conduire à des exactions, une répression dont sera victime l'opposition, essentiellement composée des forces populaires. Cette situation pourra perdurer, malgré les protestations des institutions internationales comme l'ONU et son Conseil de Sécurité. En France, les classes exploitées sont représentées et défendues par les partis de gauche ; eux-mêmes divisés en trois fractions principales. La principale composante est le parti Socialiste ; la seconde, le parti Communiste ; la troisième, l'extrême gauche englobant entre autres « Lutte ouvrière » et la « Ligue Communiste Révolutionnaire ».

Quant aux Verts, selon leurs caractéristiques, ils sont sujets à variations. Le parti Socialiste a subi plusieurs métamorphoses depuis sa création suivies de changements d'appellation. Il est revenu à son appellation d'origine dit : parti Socialiste, tel qu'il était connu lors de son affiliation à la « 2<sup>ème</sup> Internationale Socialiste ». Quand il a été au pouvoir, ce parti n'a servi les intérêts que de la petite bourgeoisie ; il a mené une politique à peu près semblable à celle d'un parti de droite, pour des impératifs nationaux que l'on peut imaginer. Mais, par sa manœuvre, il a entraîné dans son sillage le parti Communiste, allié nécessaire pour la conquête du pouvoir.

L'effritement commença à menacer le parti Communiste, même dans les rangs de ses dirigeants, et la question de l'alliance avec le parti Socialiste fit débat. En effet, par le passé, ce parti s'était écarté des aspirations de la classe ouvrière par certaines de ses actions, alors qu'il était au pouvoir.

L'effondrement de l'URSS a donné un coup sévère à tous les partis communistes du monde. Nous étudierons plus avant cet effondrement et ses causes.

Lorsqu'on observe l'action des différents partis Socialistes dans le monde, force est de constater qu'ils oublient les objectifs du socialisme. Lorsque ce parti accède au pouvoir, il poursuit une politique qui bien souvent fait le lit de la droite. De ce fait, on est en droit de penser que les partis Socialistes désamorcent l'élan révolutionnaire, ce qui n'est pas pour déplaire à la bourgeoisie. Ces partis se comportent dans bien des cas comme une formation faisant le jeu de la Droite. C'est la raison pour laquelle beaucoup d'électeurs socialistes, déçus, vont vers l'extrême gauche ; par ailleurs, le parti Socialiste récupère une partie du vote de droite (celle qui se reportait vers les Centristes).

Un homme de gauche peut-il apprécier les actions d'un parti Socialiste dit « Labour Party » au Royaume Uni, du SPD en Allemagne, des partis socialistes suédois, italien, espagnol, portugais ou grec à l'aune d'un changement de société, idée qui fait son chemin dans les conditions d'aujourd'hui ?

Par ailleurs, dans un pays comme le Chili où le parti Socialiste est arrivé au pouvoir, son leader Salvador Allende a engagé de profondes réformes dans les domaines économiques et sociaux afin d'améliorer les conditions de vie de la population chilienne et d'assurer une autonomie vis-à-vis des États-Unis. Cela n'a pas été du goût de ces derniers, leurs intérêts étant dès lors menacés. Un coup d'État mené par le général Pinochet, qui a fait le jeu des États-Unis, a renversé Allende, qui fut assassiné. Et une junte militaire s'est imposée par une répression sanglante sans précédent, emprisonnements, simulacres de justice, tortures, enlèvements, disparitions et exécutions sommaires.

En conclusion, il nous semble que le rôle essentiel des partis Socialistes soit surtout l'accession au pouvoir. Une fois en place, ils mènent une politique qui fait le lit des partis de droite qu'ils sont sensés combattre.

N'en est-il pas de même aux États-Unis entre les « Démocrates » qui se présentent comme étant plus « sociaux » (avec toutes les réserves quant à cette qualification) et les « Républicains » foncièrement de droite. Face à cette évidence, un vétéran de la classe ouvrière n'avait-il pas déclaré lors des élections présidentielles en France : « C'est Blanc Bonnet et Bonnet Blanc ». Ce qui peut s'appliquer aux partis dits « démocrate » et à ceux dits « républicains ».

## **L'effondrement de l'URSS**

La Russie, du temps des Tsars, était considérée dans le Monde et plus particulièrement en Europe comme une puissance incontournable. La Russie impériale s'étendait sur un territoire immense qui allait de Vladivostok à l'Oural dans sa partie asiatique, et de l'Oural aux confins de la Finlande, de la Pologne, de l'Allemagne et des Balkans, dans sa partie européenne. En 1867, le Tsar Alexandre II avait vendu aux États-Unis un territoire à l'extrémité nord-ouest de l'Amérique du Nord, à la frontière du Canada, l'Alaska. Cette vaste région était pourtant d'une grande importance stratégique, et son sous-sol riche en minerais de fer, d'or, et même en pétrole. Le régime féodal de la Russie commençait à vaciller, et une classe bourgeoise s'activait pour se substituer au pouvoir en place. Avec la révolution de 1905, l'empreinte de la bourgeoisie se révélait en pleine progression. La pauvreté et la misère étaient criantes dans le pays où 80% de la population était paysanne. De fait, la contestation ne pouvait que s'amplifier. Plusieurs partis révolutionnaires ont été le vecteur de cette contestation du pouvoir, notamment les Bolcheviques. Sous la direction de Lénine et de Trotski, ils ont renversé l'ancien régime et instauré en 1917 une Russie soviétique.

Quelques années plus tard, d'autres pays ont rejoint cette Russie pour former l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) forte de 15 Républiques. Cette structuration ne s'est pas faite sans mal. Dès la Révolution de 1917, la Russie s'est retrouvée isolée du monde extérieur. Les pays capitalistes l'avaient soumise à un embargo total.

La guerre avec l'Allemagne s'était soldée par un armistice imposé à Brest-Litovsk, amputant la Russie de nombreux territoires, entre autres la Biélorussie et l'Ukraine dont l'indépendance fut soutenue par les puissances occidentales. La faim et les épidémies ravageaient le pays, faisant des millions de victimes parmi la population. Pour faire face à ces difficultés, Lénine fit adopter un plan économique, la Nouvelle Economie Politique ou NEP qui dura de 1921 à 1929.

En avril 1924, Lénine décéda. Staline lui succéda. Toutefois, la NEP ne put se développer et obtenir le succès escompté. Trotski avait organisé l'Armée Rouge ; il l'avait conduite à la victoire dans la longue guerre civile contre les armées blanches et les interventionnistes de 14 pays d'Europe, des États-Unis et du Japon. Des divergences politiques avec Staline poussèrent Trotski à l'exil ; il se réfugia au Mexique.

On a su longtemps après que les exactions commises sur ordre de Staline avaient coûté la vie à beaucoup de militants et de militaires de haut rang qui ne partageaient pas les mêmes concepts du socialisme, tout comme ceux de la stratégie. Malgré certains aspects négatifs du régime soviétique, le peuple soviétique a fourni un travail considérable pour redresser la situation économique et sociale du pays. Lors de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, les Soviétiques ont payé un lourd tribut avec plus de 27 millions de morts, civils et militaires confondus. La partie européenne de l'URSS avait été pratiquement détruite. En attaquant l'Union soviétique, Hitler imaginait provoquer une implosion du pays par une révolte des peuples soviétiques multiethniques. Or tous ces peuples ont combattu vaillamment l'Allemagne nazie pour la défense de leur patrie et de la liberté.



L'Allemagne en passe d'être vaincue, les Soviétiques, les Américains et les Britanniques ont signé un accord pour délimiter leurs zones d'influence en Europe. Les trois républiques baltes, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ont été intégrées à l'Union soviétique. Les pays d'Europe orientale qui avaient été libérés par l'armée soviétique, sont rentrés sous la zone d'influence de l'URSS. L'Allemagne a été divisée en deux ; l'Est devenant la République Démocratique d'Allemagne (DDR) ; l'Ouest, la République Fédérale d'Allemagne (BRD) ; la capitale de la République Démocratique Allemande, Berlin a été divisée en quatre zones, la partie Est occupée par l'URSS ; la partie Ouest divisée en trois zones, contrôlées respectivement par les États-Unis, la Grande Bretagne et la France.

La dégradation des rapports américano-soviétiques, qui se développa dès la fin du conflit mondial, va prendre la forme d'une guerre larvée, plus connue sous le nom de Guerre Froide. L'URSS avait doté son armée de fusées à longue portée. L'arme atomique n'avait plus de secret pour elle. Avec l'Alliance de l'Atlantique Nord (OTAN), les États-Unis constituèrent une menace pour le bloc soviétique. En réponse, celui-ci se dota en 1955 de sa propre alliance militaire, intégrant tous les pays de l'Est et l'URSS dans le Pacte de Varsovie.

En 1953, Staline meurt. Boulganine et Khrouchtchev se trouvent à la tête du Parti. C'est le 14 février 1956, lors du 20<sup>ème</sup> Congrès du Parti Communiste, que Khrouchtchev dénonce les crimes de Staline.

La Turquie fit partie de l'OTAN dès sa constitution. Elle en était la base avancée. Les Américains ont installé sur son territoire des fusées orientées vers l'URSS.

Un avion espion américain U2, piloté par Pauwels fut intercepté au-dessus du territoire soviétique.

Au lieu de se suicider comme il en avait reçu l'ordre s'il venait à être capturé, Pauwels saute en parachute. Il est arrêté à sa descente par les autorités soviétiques. Face à la menace que constituent les fusées américaines en Turquie, les Soviétiques décident en réponse d'installer des fusées à Cuba, dirigées contre les États-Unis. Découvrant l'existence de ces fusées si près de leurs côtes, les États-Unis somment l'URSS de démanteler leurs installations, et mettent Cuba sous embargo. Le monde s'émeut. On est à deux doigts de la 3<sup>ème</sup> guerre mondiale. Heureusement, la sagesse des hommes et la maturité politique des dirigeants des deux bords l'ont emporté. L'URSS désinstalle ses fusées ; les Américains ont fait de même avec celles déployées en Turquie, tout en y conservant des bases militaires.

L'Occident et en particulier les États-Unis avaient depuis longtemps développé une campagne anti-soviétique sans précédent.

Le but était de déstabiliser l'URSS et les Démocraties Populaires sous l'impulsion des États-Unis. La grogne comme la révolte commença à se manifester en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne ; la contestation fut écrasée par la force armée soviétique. Brejnev remplace Khrouchtchev à la tête du parti. Le malaise s'insère dans la société soviétique. L'action anti-soviétique de l'Occident commence à porter ses fruits, et des signes de mécontentement sont perceptibles à l'intérieur même de l'URSS. Après Brejnev, et quelques dirigeants éphémères, Gorbatchev est nommé Premier Secrétaire du Parti.

Grâce à ses multiples déplacements à l'étranger, notamment en Occident, il se fait connaître comme un homme d'ouverture et de dialogue. En URSS, il lance une campagne de clarté et de transparence politique, la « Glastnost ». En 1989, la destruction du mur de Berlin, érigé en pleine Guerre Froide en 1961, est un signe précurseur.

Il annonce les derniers soubresauts de l'Union soviétique, et de son régime de plus de 70 ans. La Révolution d'Octobre 1917 qui instituait un régime socialiste cède sa place au libéralisme dans lequel émerge à partir de 1989 une nouvelle classe bourgeoise. Le capitalisme prend place. Les représentants de cette nouvelle société libérale ne sont souvent que les anciens responsables du Parti. Ils s'adaptent rapidement au nouveau système de pouvoir. La plupart étaient des éléments corrompus du temps du système soviétique. Une société féodale pouvait-elle se transformer suite à une révolution en une société socialiste ?

Lorsqu'on intègre le Parti, on doit avoir pour préoccupation principale de servir les intérêts du peuple et non de faire valoir sa qualité de membre pour s'assurer des avantages personnels. N'était-ce pas le cas en URSS ? La classe dominante du Parti, suivant sa position, s'est arrogé des avantages contre nature dans la société soviétique.

Cet état d'esprit était profondément ancré chez certains, notamment chez nombre de dirigeants. Les cadres de haut niveau n'ont-ils pas glorifié leur chef pour s'assurer des prérogatives dans leurs fonctions ? Nous sommes persuadés que le mal était devenu profond, mais qu'il n'était pas généralisé à l'ensemble des membres du Parti, même s'il en minait ses structures.

Nombre de militants sincères ont été les victimes des mensonges et ont payé de leur vie pour avoir voulu préserver intact les principes d'un idéal dont ils étaient convaincus de la justesse et de l'infaillibilité. Un parti, en l'occurrence le Parti Communiste, quand il rompt ses liens avec son peuple ne peut pas survivre ; il est comme un fleuve qui perd sa source. C'est ce qui est arrivé au Parti Communiste d'URSS. Quel dommage pour des millions de gens qui au péril de leur vie ont combattu pour le triomphe d'un idéal dont ils espéraient qu'il apporterait le bonheur à l'Humanité. Hélas pour eux, ce rêve n'a pu se réaliser. Le changement de la société soviétique s'est fait sans effusion de sang. Les quinze Républiques se sont déclarées indépendantes comme la Fédération de Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, les républiques baltes ou celles de Transcaucasie comme celles d'Asie centrale.

La dislocation du système soviétique a bouleversé la donne, provoquant une lame de fond dans le monde entier et jusqu'au sein de tous les partis communistes. Certains d'entre eux ont même abandonné leur appellation de « Communiste ».

## **Les États-Unis, gendarmes du Monde**

L'existence de l'URSS assurait un certain équilibre avec les États-Unis. C'était le temps du bipolarisme. L'un comme l'autre consacrait des budgets colossaux dans les domaines de l'armement pour renforcer leur suprématie militaire et stratégique dans le Monde. Les États-Unis s'intéressaient entre autres à la Guerre des Étoiles, la bombe à neutrons ou les gaz paralysants, armement dont le coût s'élevait à plusieurs milliards de dollars. Pourquoi de telles dépenses ? Dans l'intérêt de qui ? Si l'on considère que la menace la plus pressante pour l'Occident, et en particulier pour les États-Unis, était l'URSS. Cette menace a aujourd'hui disparu. Alors pourquoi garder l'OTAN ? Dans quel but puisque la menace soviétique n'existe plus ?

Les États-Unis ont la suprématie militaire. Ils s'en servent pour l'utiliser en tant que gendarmes du Monde. Ils parviennent même à imposer leur volonté à l'ONU. Dans certains cas, ils passent outre les décisions de son Conseil de Sécurité, quand ils estiment qu'elles ne servent pas leurs intérêts. Lors de la guerre Iran-Irak, déclenchée le 22 septembre 1980, qui a donc financé et assisté le despote Saddam Hussein avec pour conséquence des centaines de milliers de victimes de part et d'autre ? Qui a donné carte blanche à ce même dictateur pour envahir le Koweït, le 2 août 1990 ? Il y a beaucoup de questions qu'un citoyen pose aujourd'hui aux responsables politiques. Vous pouvez aisément deviner la réponse à ces questions. Les responsables politiques argueront le problème de sécurité du pays.

Il ne faut pas oublier que l'Irak est le 2<sup>ème</sup> producteur de pétrole du Moyen-Orient après l'Arabie Saoudite. Les États-Unis proposent au Conseil de Sécurité de l'ONU d'entreprendre une action militaire contre l'Irak. Le 15 janvier 1990, un bombardement sans précédent frappe le territoire irakien. Les États-Unis sont convaincus que la force de frappe irakienne est anéantie.

Le lendemain, les missiles SCUD de Saddam Hussein atteignent Israël, provoquant la panique dans la population.

Le potentiel militaire de l'OTAN aura raison de l'armée irakienne. Le Koweït sera évacué ; et l'Irak sanctionné par un embargo imposé par les Nations-Unies. Ne recevant pratiquement, ni nourriture ni médicament, le peuple irakien déjà victime d'un tyran sera l'otage de cette politique. Des milliers d'enfants mourront faute de soins.

Le dictateur Saddam Hussein reste toujours en place, maître absolu de son pays. Afin de l'éliminer, les États-Unis utilisent les Kurdes vivant dans le nord de l'Irak. Le dictateur déjoue la manœuvre ; il fait massacrer les Kurdes ; certains se réfugient en Turquie à la demande expresse des Américains !

Autre région, autre époque, voici un autre exemple : la guerre dans les Balkans contre la Yougoslavie, en mars 1999. Cette guerre est entreprise par les forces de l'OTAN sous l'égide de l'ONU. Cette guerre n'a-t-elle pas servi les intérêts des marchands de canons ? Ne fallait-il pas éliminer Slobodan Milosevic qui ne voulait pas servir les intérêts de l'Occident ? Ne fallait-il pas détruire les vieux stocks d'armements pour les remplacer par de plus performants ?

L'OTAN n'a-t-elle pas considéré cette action militaire comme des manœuvres à l'échelle d'une vraie guerre ? Combien de victimes, hommes, femmes et enfants, fit cette barbarie sauvage ?

En 2003, les États-Unis menacent d'attaquer l'Irak une deuxième fois sous prétexte que ce pays détient des armes de destructions massives, notamment atomique, bactériologiques et chimiques. Le Conseil de Sécurité de l'ONU demande au gouvernement irakien de lui fournir la liste de tous ses armements. Celui-ci s'exécute, en faisant parvenir un document de plusieurs milliers de pages. Ce document ne révèle que l'Irak ne possède aucune arme de destructions massives.

Le Conseil de Sécurité désigne un groupe d'inspecteurs qui sous la direction du Suédois, Hans Blix, effectue des contrôles en Irak et déterminer ainsi la véracité des éléments du dossier irakien. Les inspections sont réalisées sur le terrain avec l'assistance de responsables scientifiques et militaires irakiens ; certains d'entre eux sont même l'objet d'interrogatoires.

Après plusieurs semaines, ni les inspections répétées, ni les témoignages des responsables irakiens, impliqués de près ou de loin dans les programmes militaires, n'apportent la preuve de l'existence d'armes de destructions massives en Irak. Pendant ce temps, les États-Unis rassemblent leurs forces navales, terrestres et aériennes, installent leurs bases au Koweït, constituent une coalition avec la Grande Bretagne, l'Espagne, l'Italie, l'Australie et quelques États de l'ex-bloc soviétique comme la Pologne, l'Ukraine, la Roumanie ou la Bulgarie (en contrepartie d'une aide financière américaine bien entendu).

On a pu imaginer qu'il ne s'agissait que de simples pressions sur Saddam Hussein pour l'encourager à céder. On a tort. Le 31 janvier 2003, nonobstant les conclusions des inspections de l'ONU et sans l'aval du Conseil de Sécurité, les forces américaines bombardent les sites militaires et civils irakiens. Face au déséquilibre des forces, l'Irak doit capituler au terme d'un engagement d'une rare violence, qui voit l'utilisation de bombes terriblement destructrices. Combien de morts ? Combien de civils innocents, déjà victimes de l'embargo, tués sous le déluge de feu ? Dans cette guerre technologique, tout est fait pour nous présenter la réalité comme un jeu mécanique au mépris de la vie !

Les premiers objectifs de la coalition sont l'occupation de l'aéroport de Bagdad et du ministère du pétrole. Quant aux armes de destructions massives, atomique, chimiques ou bactériologiques, même après un an d'occupation, les Américains et leurs alliés n'en trouveront pas la moindre trace.

Pourtant, le gouvernement américain et ses différents services avaient réussi à convaincre l'opinion publique américaine, et dans une moindre mesure l'opinion publique mondiale, de l'existence de ces armes. Ils ont menti. Les États-Unis et leurs alliés ont bafoué les principes du Droit International. Ils ont gravement porté atteinte à la crédibilité de l'ONU. Il faut souligner l'hostilité à cette guerre de la France et de l'Allemagne ; ce qui n'a pas empêché les B 52 de survoler la France ou de décoller d'Allemagne pour aller déverser leurs bombes sur la population irakienne. La Russie était farouchement opposée à cette intervention militaire.

Toute proportion gardée, ces événements ne nous rappellent-ils pas l'année 1934, lorsqu'en Allemagne un dénommé Hitler entreprit des actions d'annexion au mépris de la SDN et de ses protestations.



On connaît la suite. Il a mis l'Europe à feu et à sang. Il est vrai que l'Allemagne nazie n'était pas membre de la SDN, alors qu'aujourd'hui les États-Unis et l'Irak sont membres de l'ONU. Les Américains ont-ils oublié ce passé si douloureux pour l'Humanité ? Il faut rappeler que l'Amérique n'a subi aucun bombardement sur son territoire, que les soldats américains ont toujours été engagés sur des terrains d'opération loin de leur patrie. Ce n'est qu'en 1941 que l'aviation japonaise a attaqué Pearl Harbour, la base navale américaine dans le Pacifique, sans déclaration de guerre préalable.

Toujours est-il que cette attaque, bien qu'ayant provoqué d'énormes dégâts à la marine et à l'aviation américaine, n'a eu que des effets militaires limités. Peut-être, le gouvernement américain était-il au courant de cette attaque ; il a laissé faire afin d'avoir un « casus belli » ; certains observateurs y ont vu une similitude avec les attentats du 11 septembre. Ainsi, le peuple américain n'a connu ce bombardement sur Pearl Harbour comme tous les autres bombardements que par des films d'actualités spécialement préparés ; il ne les a pas vécus comme les peuples anglais, français, allemand, russe ou polonais notamment.

L'attaque terroriste du 11 septembre contre le World Trade Center n'est qu'une goutte d'eau comparée aux destructions qu'ont subies les peuples soumis à la barbarie du nazisme et du fascisme.

## **Le tissu structurel de la société bourgeoise**

Avant d'aller plus avant, attardons-nous sur les différents facteurs qui font l'objet de la structure de la bourgeoisie. Le capitalisme s'est structuré pour s'imposer et se développer dans le Monde. C'est dans sa nature. Il est indissociable de la classe bourgeoise. Son développement est plus rapide dans une société à vocation industrielle qu'agricole. Son existence dépend de sa force. C'est la raison pour laquelle elle a investi diverses institutions ; des institutions dont elle s'est rendu maître tout comme l'héritage d'une classe sociale précédente, son renforcement assurant son développement. Toutes les institutions que la classe bourgeoise a investies nous les désignerons sous le vocable de « l'Héritage » ; et celles qu'elle a créées ou instaurées sous celui de « Création ».

### **De l'héritage**

#### **La religion**

« La religion, c'est l'opium du peuple », avait dit Marx. Tout en respectant la conception de ce grand penseur, nous parlerons de la religion dans le cadre universel de l'encyclopédie.

L'histoire des religions indique assez bien comment elles naissent et elles meurent ; comment elles donnent naissance aux cultes et les transforment.

La religion est-elle une idéologie ? Pour clarifier ce concept, il faut suivre les spécialistes des sciences humaines plutôt que les philosophes. Eux seuls permettent d'apporter une lumière sur ce que l'on sait désormais de la nature des religions. Les religions ne peuvent être que mythiques.

Elles ne fournissent pas une explication scientifique aux choses. Elles appréhendent le Monde comme l'humain de manière spontanée, tout en essayant d'apporter une explication par des écritures sacrées, des traditions ou des coutumes ancestrales.

Avec la réhabilitation du mythe, l'histoire des religions a une chance d'interpréter le phénomène religion. Le concept idéologique se développe dans chaque société. L'idéologie qui naît du mysticisme n'a pas de fondement réel, ce en quoi on peut considérer qu'elle n'est qu'illusion tenace et superficielle.

La compréhension des idéologies comme systèmes de croyances se combattent, se réfutent et se relaient. Chacun peut le constater et en convenir. Il n'est pas non plus du premier intérêt de rappeler que les religions comme tous les faits de culture s'inscrivent dans les mentalités, qu'elles épousent l'esprit d'un temps et d'un lieu, qu'elles reflètent des situations socio-économiques, et que si elles le dissimulent, si elles le nient, elles deviennent abstraites comme une idée sans ancrage donc idéologiques. Le marxisme aurait imposé cette vue, mais cela ne constitue pas une nouveauté. La religion peut revêtir bien des formes culturelles pour préserver son identité. Le Christianisme a été judaïsant, hellénisant, romanisant, mais il a conservé une même direction.

Le Bouddhisme, le Christianisme et l'Islam sont des valeurs universelles et prétendent transcender les cultures particulières, en se présentant comme constituant une vérité pour tout homme, quelle que soit l'époque où il se situe ou la zone culturelle à laquelle il appartient.

L'histoire des religions elle-même se trouve dans une situation particulière par rapport aux religions qu'elle est amenée à étudier. Imaginons qu'elle ne s'occupe ni du Bouddhisme, ni du Christianisme, ni de l'Islam. À vrai dire aucune de ces religions n'a été étudiée selon la méthode historico-religieuse. Non qu'il fut impossible de le faire, du moins en théorie, mais il reste que cette discipline ne s'est pas orientée dans une telle direction.

Un tel désintérêt s'explique tant par le caractère exceptionnel de ces religions (même si elles comptent un grand nombre d'adeptes) que par leurs contenus doctrinaux ; ceux-ci semblent ressortir de leur domaine et de leur philosophie. On a coutume à leur accorder une importance excessive eu égard à la réalité religieuse qu'elles représentent.

La recherche historico-religieuse ne peut manquer de situer les grandes religions universelles elles-mêmes dans la limite d'unités culturelles classables.

Il faut d'abord prêter attention aux origines de ces formations. Le Bouddhisme doit être vu comme déterminant la compréhension de la culture indienne dont il est issu ; comme le Christianisme pour celle des cultures romaines et helléniques du monde méditerranéen. L'expansion de ces grandes religions suggère la même réflexion : bien que théoriquement universelles, elles ont toutes les trois rencontré une limite à leur extension, imposée par les facteurs socio-culturels préexistants qui peuvent constituer un des objets de la recherche historique.

Il est bien évident que le Christianisme s'est diffusé grâce à un processus d'acculturation qui commença avec la romanisation (c'est à dire la réduction à une unité culturelle spécifique) des peuples dits « barbares » d'Europe et, avec le déclin de l'Empire romain, par l'évangélisation chrétienne de cette même Europe. On peut en dire autant de l'Islam ; il est s'est implanté là où est parvenue la conquête arabe, et il a été mieux accueilli là où a été « acceptée » - de gré ou de force - la culture des Arabes (autre cas de réduction à une unité culturelle spécifique).

Quant au Bouddhisme, une fois accomplie sa propagation en Chine, où il renaît comme un produit de la culture chinoise (tandis qu'à la même période il recule en Inde, son berceau culturel), il est en butte à deux formes d'acculturation, l'une qui part de l'Inde et « indianise » les cultures environnantes en les amenant vers le bouddhisme, l'autre qui part de Chine et porte la culture chinoise, y compris le Bouddhisme, jusque dans le lointain Japon. Les processus d'acculturation sont d'un très grand intérêt pour les recherches, et pas seulement celles qui relèvent de l'histoire des religions, mais au-delà notamment dans l'étude des problèmes politique, économique ou social qui se trouvent posés par les anciens pays colonisés au moment où ils acquièrent leur indépendance.

L'histoire des religions a fourni et continue d'apporter sa contribution à l'étude des mouvements religieux modernes, surgis dans les aires de colonisation européenne à la suite du heurt entre les cultures indigènes et la culture occidentale qui avait apporté le Christianisme.

L'étude des Églises dites « indigènes » et des autres cultes syncrétistes (système philosophique ou religieux qui tend à fondre plusieurs doctrines différentes) a démontré à quel point il manquait un fondement à la prétention de propager le Christianisme, comme s'il eut été possible en raison du contenu universel de ce dernier, de faire abstraction de la culture (occidentale) qui le transmettait et des cultures (indigènes) qui le recevaient. C'est là une nouvelle preuve en faveur de la critique contre l'exception que prétendent constituer les religions dites universelles par rapport à l'impossibilité de dissocier les religions des cultures qui en sont porteuses. Est-ce une nouvelle preuve de l'inefficacité de la méthode de l'histoire des religions dans l'étude des cultures non-occidentales et dans un processus d'objectivisation de la culture occidentale moderne ? On peut distinguer en « sociologie religieuse » trois courants. Le premier fut un courant chrétien qui animait périodiquement une conférence internationale de sociologie religieuse (C.I.S.R.). Le deuxième courant, dit marxiste, est apparu dans les pays à régime socialiste, et s'est confondu avec la simple propagation d'une idéologie sociale, le matérialisme dialectique.

Des instituts d'études des religions et de l'athéisme furent fondés dans les pays d'Europe de l'Est. Ils participaient aux congrès mondiaux organisés par l'International Sociological Association (I.S.A.) placée sous l'égide de l'UNESCO. Dans ces rencontres s'affirme un troisième courant, celui d'une sociologie indépendante qui s'appuie sur la synthèse des deux courants précédents.

Parmi les Églises vivantes, le Christianisme est la religion qui a le plus sollicité les chercheurs, ce qui explique qu'il a été la religion d'une civilisation dominante.

Après le Christianisme, c'est l'Islam puis le Judaïsme qui sont les religions les plus prospectées. Dès lors qu'une religion prend naissance, elle s'inscrit dans une société de pratique religieuse dans laquelle elle s'affirme, se nie ou s'interroge.

Dans certains cas, dans l'histoire se profile un corpus de sciences humaines des religions, dans lequel la sociologie religieuse tend à jouer un rôle d'introductrice, de partenaire ou bien de clé de voûte. Dans les pays où une religion historique tend à refouler les religions archaïques, l'acculturation produit très souvent des phénomènes syncrétiques. L'exemple le plus spectaculaire est celui des religions afro-américaines, dans lesquelles le fond africain archaïque est recouvert en apparence de formes ibéro-catholiques, sans compter l'apport autochtone. On trouve des cas extrêmes de distorsion entre le catholicisme officiel et la vie religieuse populaire, même lorsque celle-ci se déroule dans une mise en scène catholique. Actuellement, dans les pays industrialisés, l'évolution modifie beaucoup les données du problème. Le désenchantement, la sécularisation tendent à diminuer la part des formes religieuses dans les manifestations de la conscience collective. Au 19<sup>ème</sup> siècle, Holyoake (1817-1906) avait lancé le terme de « Secularism » pour désigner la doctrine visant à libérer la morale de la tutelle religieuse.

Le mouvement, adopté par les protestants libéraux et les agnostiques (toute doctrine qui déclare l'Absolu inaccessible à l'esprit humain) aussi bien que par les athées, se développa en Angleterre et gagna les États-Unis.

La chrétienté occidentale, lorsqu'elle se divisait sur les questions de foi et de discipline religieuse, passa de la querelle doctrinale à la guerre de religions.

Elle n'évolua ensuite que lentement, à travers crises, massacres et guerres épuisantes vers la notion de tolérance. Longtemps, aimer sa religion sous-entendait détester celle des autres. En France, la politique de Richelieu avait beaucoup fait pour déconfessionnaliser les conflits européens. Le temps des guerres de religions était enfin terminé, ce qui ne signifiait pas la victoire de la tolérance à l'intérieur de chaque État.

### Le Bouddhisme

Le titre de Bouddha est attribué à celui qui s'est éveillé à la vérité, à un sage de l'Inde antique, Siddhârta qui enseigna une méthode pour découvrir la réalité cachée derrière les apparences et à se libérer définitivement des illusions, des passions et de la douleur inhérente à toute forme d'existence.

Pour tous les Indiens, chaque mort est suivie d'une renaissance. Il y a vingt-cinq siècles, le Bouddhisme s'est répandu sur la partie la plus vaste et la plus peuplée de l'Asie, de l'Afghanistan à l'Indonésie et de Ceylan au Japon. Il prospère encore en Thaïlande, en Birmanie, au Tibet, au Cambodge, au Laos et au Vietnam, mais également au-delà, en Europe ou en Amérique du Nord. Son influence est profonde sur les hommes et les civilisations de pays où ce mouvement est enraciné, malgré leurs différences qui se manifestent notamment dans les Arts et la littérature.



La propagation du message bouddhiste par des missionnaires qui l'enseignent avec beaucoup de tolérance et de souplesse s'adapte aux croyances et aux coutumes de ceux à qui ce message s'adresse.

C'est pourquoi, il existe tant de diversité entre les différentes formes prises par le Bouddhisme au cours de sa longue histoire dans les pays si dissemblables où il a prospéré.

### Le Judaïsme

La caractéristique essentielle du Judaïsme est la croyance en un Dieu unique, Auteur de l'Univers qu'il gouverne. Cet Etre est censé communiquer avec l'Humanité par la Parole révélée dont les destinataires appartiennent, de naissance ou par adhésion volontaire, à un groupe particulier, le « peuple élu de Dieu », c'est à dire la « Nation d'Israël ».

Cette religion, rattachée par des liens complexes à la région proche-orientale nommée la Palestine, est une réalité actuelle dont les gestes et les aspirations portent certes l'empreinte réelle d'une conjoncture historique contemporaine, mais ne peuvent se comprendre en profondeur qu'à la lumière d'une longue histoire couvrant plus de trois millénaires. Le peuple juif est entré sur la voie définitivement tracée du rabbinisme à partir de l'an 70 de notre ère. Sept siècles environ après cette rupture qui avait marqué de manière aussi décisive le destin d'Israël : l'exil à Babylone. Pendant près de deux millénaires, les Juifs ont eu coutume de réciter « L'an prochain à Jérusalem », cette version messianique du retour en Terre Promise a cédé la place à la réalité que constitue depuis 1948 l'existence de l'État d'Israël.

## L'Islam

L'Islam est une religion mais aussi une civilisation. Etre musulman, c'est respirer au souffle de la prophétie de Muhammad. Cette croyance est tissée dans la trame d'un système de valeurs, d'une histoire et d'une civilisation authentique.

C'est également bâtir à la gloire de Dieu des cités, des mosquées ou des palais ; c'est tracer des routes pour porter le message du prophète. La civilisation islamique s'est structurée autour de l'esprit de l'Islam, porté par le souffle à la fois violent ou intraitable, raffiné, sensuel, humaniste, équilibré, sage, que Muhammad a reçu de Dieu : Le Coran. L'Islam a sa source dans l'expérience religieuse singulière d'un homme, d'un groupe d'hommes.

Comme toute grande civilisation, l'Islam est à la fois religion et monde, foi et organisation sociale, expérience mystique et propagation de l'art, des sciences et de la médecine, esprit de tolérance et conquête militaire, l'Homme et le groupe, la mosquée et palais du Califat, du Sultan, de l'Emir. On pourrait penser que la raison humaine est le principe interne de structuration d'une culture, d'une société sous tous ses aspects, qui peut varier de manière considérable d'une civilisation à une autre. Pour ceux qui appartiennent à la culture chrétienne occidentale, l'Islam a toujours été fascinant, tout proche et tout autre à la fois.

En admettant que les formes de penser et de s'organiser dans le monde musulman sont singulières, différentes de celles du monde chrétien occidental et oriental, chinois ou hindou, dans l'expérience religieuse, le musulman croit profondément en un Dieu unique, sans accepter le moindre doute dans l'unicité divine. Au lendemain de la mort de Muhammad, des sécessions se sont produites parmi les tribus bédouines mal assimilées à la communauté. Rapidement, Abou Bakr, successeur du Prophète a refait l'unité de l'Arabie et affirmé la suprématie de l'Islam. En l'espace de 12 ans, de 633 à 645, la Mésopotamie, la Palestine, la Syrie et l'Égypte ont rejoint l'Arabie. La religion musulmane s'est scindée en deux courants principaux, les sunnites et les chiites, sans pour autant mettre fin à l'existence de groupes locaux.

L'Islam s'est propagé jusqu'à Java où un sultanat fut instauré. Son extension s'étend aux régions comme Sumatra, Bornéo, les Philippines, l'Indonésie. Souvent, l'indépendance s'accompagne d'une islamisation en réaction contre la religion des colonisateurs chrétiens, c'est le cas en Afrique du Nord, au Proche-Orient, en Inde ou en Afrique noire.

Ces États restent dispersés, séparés les uns des autres. Leurs intérêts politiques et économiques s'opposent quelquefois. Le pétrole du Proche-Orient arabe ne facilite pas leur rapprochement, d'autant que les grandes puissances pétrolières non-musulmanes contrôlent étroitement sa production et son exploitation.

## Le Christianisme

Le christianisme est né au sein du judaïsme. La communauté des chrétiens fut acceptée au sein du judaïsme jusqu'aux environs de l'an 65 date à laquelle la déviation est devenue inévitable. En effet, dès le début de notre ère, les disciples de Jésus avaient manifesté de multiples façons. Ils considéraient aller au devant du judaïsme. Le christianisme commença à se répandre dans le monde païen. Considéré un moment comme une secte, il devint une religion universaliste telle qu'on en avait jamais connue.

Cet universalisme démontre l'importance que revêt le christianisme du point de vue de son influence dans les domaines de la culture, de la vie sociale et politique, de l'éthique. Les chrétiens représentent un tiers de la population du monde ; les catholiques – la plus grande fraction des chrétiens – dont le chef spirituel est le Pape installé à Rome au Vatican ; viennent ensuite les protestants ; et enfin les orthodoxes.

On devient chrétien par une conversion à la personne de Jésus identifié comme le Seigneur, le rite du baptême venant confirmer cette conversion. Les Apôtres représentent l'autorité pastorale dont Jésus a voulu doter l'assemblée de ses fidèles. La constitution sociétaire de la communauté chrétienne, qui donne à l'église sa visibilité historique, fut parfois l'objet d'une contestation par des chrétiens eux-mêmes. Jusqu'à une époque récente, le christianisme a bénéficié d'une culture d'imprégnation religieuse qui le rendait naturellement acceptable.

Les révolutions scientifique, technique, sociale, politique ont fait naître une certaine indifférence à l'égard du fait religieux envers lequel le doute habite de plus en plus l'homme moderne.

Les questions que se posaient Galilée, Descartes, Marx, Freud se sont largement répandues dans les esprits. Il en est résulté un déplacement de la croyance en Dieu, un recul du Sacré, une autonomie de l'Humanisme qui souvent débouchent sur l'indifférence envers le religieux ou l'athéisme.

Ce dernier, même lorsqu'il n'est pas porté par une idéologie politique comme le communisme, semble avoir du répondant dans l'avenir culturel. Ainsi, quand bien même des peuples du Tiers Monde ont envers le christianisme un ressentiment particulier, un certain nombre de chrétiens ont accueilli ce défi et reconnaissent comme inéluctable la situation actuelle. Il leur apparaît que le christianisme doit résolument passer du côté des pauvres et s'engager dans les combats ouverts pour leur « libération ». Ces chrétiens se réveillent et dénoncent l'injustice du monde comme un péché majeur qui outrage Dieu autant que les hommes. Les églises sont loin d'avoir pris conscience du besoin de se désolidariser d'avec les princes et les puissants de ce monde, principalement de la partie du monde capitaliste.

#### Le phénomène des sectes

L'appellation de secte vient des groupements « religio-humanitaires » nés dans les pays anglo-saxons, et qui ont pénétré en Europe singulièrement depuis 1945. En France, nous avons vu apparaître successivement les Méthodistes, les Baptistes, puis les Témoins de Jéhovah.

Les protestants et les catholiques se sont aperçus du danger que représentaient ces sectes. Parmi elles, la mieux organisée est celle des témoins de Jéhovah.

Dans les années cinquante, certains groupes se rangeaient dans le cadre du christianisme, sous des appellations diverses, « Science Chrétienne », les disciples du « Christ de Montfavet ». Chacun d'eux prenait la forme d'une secte.

Dès 1968, on rencontre d'autres mouvements tels les « Moonistes » dont le chef Moon est d'origine coréenne, « L'Association Internationale pour la conscience de Krishna » d'essence indienne, « La Mission de la Lumière divine du guru Mahara Ji » également d'origine indienne, « L'Église de Scientologie » venue des États-Unis comme « Les Enfants de Dieu » ou le groupe dit des « Trois Saints Cœurs », né en Belgique. Les premières sectes sont apparues en marge du terreau protestant ; elles recrutaient dans les milieux défavorisés, touchaient en priorité des adultes, et particulièrement des femmes. Les groupes nouveaux vinrent d'Extrême-Orient, après s'être auparavant implantés aux États-Unis. Ces sectes se caractérisent par leur anti-rationalisme viscéral. Beaucoup d'entre elles, prêchait un refus total des politiques.

Les Moonistes, farouchement anticommunistes, mettent leur espoir en une Corée réunifiée, et son élévation au rang de « nation élue » au sein d'un monde nouveau. Leur rapport à l'économie varie selon les cas. Les sectes, qui laissent leurs membres dans la société, demandent en général à ceux-ci de subvenir aux besoins de l'organisation par des dons périodiques. Dans l'Église de Scientologie, les adeptes paient les cours qu'ils suivent suivant des tarifs officiels. Dans les groupes dont les membres vivent en communauté, l'abandon de leurs biens en faveur de la collectivité est de règle.

Mais cela n'empêche pas de recourir à des quêtes ou à la vente d'objets artisanaux fabriqués par les membres.

Dans certains pays, les Moonistes vendent une plante extrême-orientale, le ginseng qui posséderait des effets diététiques, dont la vogue actuelle des produits naturels ou de la médication par les plantes, rend le commerce florissant. Ils possèdent également des entreprises de tailles variables dont la main-d'œuvre est assurée par les membres eux-mêmes.

Dans une telle formule, pauvreté individuelle et richesse collective vont de pair. La prolifération des sectes en France après 1968 pousse les Églises à mettre en garde leurs fidèles contre leurs « faux enseignements ». Les plus visées sont les plus agissantes : Les Témoins de Jéhovah, les Pentecôtistes et les Adventistes. Depuis 1974-1975, ces anciennes sectes, surtout celles qui se rattachent au protestantisme, sont moins attaquées, moins suspectées dans la société française. La plupart d'entre elles ne s'en prennent pas aux grandes Églises et lient parfois le dialogue avec ces dernières. Suspensions et mises en garde ne persistent guère qu'à l'égard des Témoins de Jéhovah qui déploient un prosélytisme ou les Mormons qui, sous le couvert de créer une base généalogique de l'humanité, ont été autorisés par les pouvoirs publics d'accéder aux archives de l'état civil en France, alors que leur but ultime est de baptiser les morts !

Cette suspicion s'étend aux « Amis de l'Homme » dont la propagande couvre la région Midi-Pyrénées, à certains groupes de guérisseurs comme les disciples du « Christ de Montfavet » ou les « Antoinistes ». Les sectes récentes sont plus préoccupantes pour la société.

Fait important, elles n'inquiètent plus seulement les Églises mais aussi la Police et la Justice – parfois saisies de plaintes –, les mass médias (journaux, radio, télévision), le monde politique lui-même. Dès la fin des années 70, des associations anti-sectes se sont constituées, souvent pour de la défense de la famille. Les autorités ecclésiastiques, désapprouvant certes les croyances et les pratiques des sectes, semblent répugner à les dénoncer. Si les milieux ecclésiastiques restent relativement discrets, il n'en va pas de même de certains courants intégristes et chrétiens de gauche. Les uns et les autres s'opposent aux sectes pour des raisons, souvent divergentes.

Ils leur reprochent leurs méthodes de recrutement qui sont le plus décriées. Les sectes s'attaquent à de jeunes gens faibles ou dépressifs.

Elles utilisent le « lavage de cerveau » et n'hésiteraient pas à recourir à la force pour transformer leurs nouvelles recrues en adeptes convaincus et en propagandistes. De telles pratiques contribuent à un phénomène de régression psychologique et intellectuelle des individus. En portant atteinte à la liberté physique de leurs membres, les sectes les affaibliraient physiquement par le manque de sommeil, les carences alimentaires et le travail astreignant afin de mieux les manipuler psychologiquement.



Peut-être sont-elles impliquées dans les domaines de l'économie et du politique de manière occulte ou inavouable ? Certaines entretiendraient même des rapports étroits (et financièrement profitables) avec des services secrets (notamment au États-Unis). Des accusations portées contre elles font état de meurtres ou de suicides collectifs dits parfois « rituels », de détournement de mineurs, de captation d'héritage. En l'absence d'informations tangibles sur ces points, les griefs portent sur les conditions de vie du groupe avec certaines pratiques sexuelles ou leur action de prosélytisme qui ne sont pas des actes ignorés. L'Église de Scientologie a été souvent attaquée jusque devant les tribunaux à propos de certaines de ses pratiques. Les sectes provoquent, d'une part, la rupture entre les adeptes et leurs familles et imposent, d'autre part, l'adhésion exclusive à leurs idées, à leurs principes et à leur mode de vie. Les sectes « guérisseuses » se voient reprocher, spécialement lorsqu'il s'agit d'enfants, leur refus de certains soins médicaux.

Les Témoins de Jéhovah excluent toute idée de faire un service militaire ou tout autre service en remplacement et s'opposent aux transfusions sanguines. Les vers rongent les fruits par l'intérieur des arbres. Les sectes ne sont-elles pas comme ces vers qui pourrissent la société humaine ?

## **L'armée**

« Le sang est formé d'une substance homogène de corpuscules dans du plasma ; il est composé principalement de globules rouges et de globules blancs. La mission essentielle des globules blancs est de lutter contre les bactéries. Ils ont un rôle prépondérant dans les phénomènes de la défense immunitaire. »

Si l'on considère que l'existence des globules blancs dans le sang est déterminant pour la protection du corps humain, le rôle de l'armée est tout aussi important pour la défense de la nation ou d'un pays. La notion d'armée nationale implique la notion de recrutement national des citoyens et en même temps de participation consciente de toute une population à cette armée. Dans l'Occident européen, les armées des cités antiques sont ainsi des armées nationales d'où étaient exclus cependant les prolétaires et les esclaves. Le service militaire pour la protection de la cité est autant une obligation morale qu'une contrainte légale.

Au Moyen-Age, chez les peuples nomades, tout homme valide devenait un guerrier. La société tribale comme la société antique se confond avec l'armée.

La Révolution Française de 1789 avait créé des armées nationales qui devenues armées de masse connaîtront leur apogée au cours des deux guerres mondiales.

En France, à partir de 2002, l'armée de métier a remplacé la conscription.

Depuis la Révolution, les armées sont constituées de différents types d'armes et d'unités. Le noyau principal reste une armée de métier que les appelés du contingent par conscription viennent renforcer les, soit au contraire une armée de conscrits qu'encadrent des militaires de carrière, tout en bénéficiant de l'appui d'unités professionnelles, certaines étant particulièrement chargées du service en outre-mer.

L'armée de métier comprend des cadres et des soldats de carrière, engagés sous contrat pour un temps déterminé.

La plupart des armées européennes sont formées de soldats de métier. La nature originale de chaque type d'armée est conditionnée par les caractères spécifiques du peuple, de la société, de l'État dont elle émane. Un État normalement développé, connaissant une démographie en expansion, où les classes d'âge sont bien proportionnées, favorise les grandes entreprises et permet de recruter une armée avec des effectifs importants, jeunes et dynamiques. Les structures professionnelles et sociales de la nation ont leurs résonances sur les caractéristiques de l'armée. Dans la plupart des pays, le recrutement militaire se faisait dans la masse paysanne majoritaire dans la population. Une armée, quelles qu'en soient les structures, se doit de refléter dans le recrutement de ses cadres les hiérarchies sociales de la nation sous peine de se couper d'elle et de perdre en conséquence un appui moral réel indispensable comme une grande part de son efficacité.

Grâce à l'exploitation rationnelle des ressources, un État crée sa prospérité, mais génère simultanément des besoins nouveaux. D'où le besoin de recherche de matières premières et de débouchés, afin de développer son industrie, d'équilibrer le marché des importations et des exportations.

Cet État, produisant surabondamment, le marché national devient trop restreint. Il a besoin d'un marché supra-national. Ce sont les prémices de l'impérialisme. Ainsi, a-t-on les guerres et les armées coloniales.

Le développement militaire que nous avons connu au Japon après son premier conflit contre la Chine en 1895 et la formidable organisation de la machine de guerre que furent les armées de Guillaume II et de Hitler en 1939 les caractérisent. Les applications militaires de l'énergie atomique, les progrès de la balistique et de l'électronique, ceux de l'aviation tendent, depuis 1945, à donner aux armées un caractère tout à fait particulier. Les coûts de réalisation de ces armements sont excessivement élevés. La bombe atomique a été utilisée pour la première fois par les Américains sur Hiroshima et Nagasaki en 1945.

L'armée est au service de l'État et de la Nation. La mise en cause du phénomène militaire explique pourquoi il lui arrive parfois d'être un État dans l'État, et au soldat de se sentir coupé de la société. De la défense des intérêts du pays et le l'engagement au combat résultent des situations psychologiques particulières. Cet engagement du militaire se traduit sur les plans organique, juridique, éthique, et enfin politique par un engagement militaire, qui qu'elle qu'en soit l'importance, est une caractéristique de toute armée. Les sociétés en constant changement ne sauraient servir d'ancrage à la spécificité militaire, sauf en Turquie où l'armée est le noyau de l'existence du pays.

Il est vrai que le particularisme des armées distancie le civil du soldat et pose deux problèmes : L'un tient à la cohésion et à la puissance sans équivalent du corps militaire ; l'autre au fossé plus ou moins profond qui sépare celui-ci de la collectivité dont il est issu et dont par fonction il ne peut se désintéresser.

Ces deux problèmes se rejoignent. C'est donc l'influence réciproque qu'exercent l'une sur l'autre l'armée et la société et leur poids respectif dans leurs rapports souvent orageux, qui les lient et qu'il faut prendre en considération.

Il est bien évident que la structure sociale de l'État est un élément déterminant de l'institution militaire qu'il s'agisse de son organisation interne ou et de la fonction qui lui est assignée, selon les circonstances ou les politiques. Ainsi, l'armée est le reflet, dans chaque pays, de la démographie, de la géographie, de l'économie, de la psychologie du peuple et des conditions particulières de leur survie.

## **Le Parlement**

Le terme de parlement a des origines lointaines. C'est vers 1300 que l'Angleterre se dota d'un parlement. La France eut ses parlements sous l'ancien régime. La Révolution instaura une assemblée parlementaire. Mais c'est au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle que l'institution parlementaire sous son acception actuelle s'impose définitivement. Il n'y a pas d'État contemporain, quel que soit son régime politique, qui n'ait point son parlement. Dans la plupart des pays développés, cette institution est liée à la république ou à la démocratie. Mais on trouve également des parlements au sein des régimes monarchiques. En principe, ce sont des représentants du peuple qui siègent au parlement. Le rôle de celui-ci, généralement défini par la Loi fondamentale ou Constitution, est très varié. Il crée les impôts, surveille l'emploi des fonds ; il vote les lois et contrôle l'activité du gouvernement et, dans certains cas, il assure l'exercice du pouvoir exécutif. Les parlementaires sont par nature considérés comme les garants de la liberté. Dans des pays dirigés par un dictateur ou le chef d'un parti unique, les décisions ne dépendent que du pouvoir d'un seul ou d'une oligarchie, alors que dans les démocraties parlementaires le circuit décisionnel est plus complexe et plus élaboré, car elle doit garantir les droits fondamentaux et les libertés individuelles. Après la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, une tendance à limiter les pouvoirs de parlements s'est fait jour.

Donner plus de stabilité à l'exécutif, lui permettre de prendre seul les décisions essentielles à la conduite du pays, telles sont les raisons invoquées pour réduire le domaine de la loi au profit de celui du règlement et pour limiter le contrôle parlementaire sur l'action gouvernementale et administrative.

Dans une démocratie, la souveraineté réside dans le peuple, mais à l'exception de cas très limités où il est consulté par référendum, le peuple ne peut exercer lui-même cette souveraineté de principe et doit déléguer ses pouvoirs à des représentants qu'il choisit par élection pour un mandat déterminé dans le temps. Les élections au parlement peuvent être de deux formes : Elles se déroulent soit au scrutin majoritaire, ce qui conduit au bipartisme et assure une plus grande stabilité ministérielle, soit à la proportionnelle qui, si elle permet une meilleure représentation des idées et des opinions, provoque l'émiettement des partis et rend plus difficile la formation d'une majorité durable.

Les assemblées parlementaires sont donc les seules qui soient véritablement représentatives à la différence de pouvoirs nouveaux tels les syndicats dont les dirigeants ne représentent que des catégories déterminées selon des critères professionnels. Les parlementaires jouissent d'un statut, composé de mesures de particulières, qui ont pour but de leur assurer le libre exercice de leur mandat. L'immunité et l'inviolabilité de leur personne leur donnent pleine liberté d'exercice. Les assemblées ne siègent pas en permanence. La durée de leurs sessions va de quelques jours à plusieurs mois par an.

Le parlement définit les grandes règles de la législation, selon lesquelles il paraît indispensable que la représentation nationale s'exprime elle-même en engageant sa responsabilité. Le pouvoir exécutif conduit la vie de la nation.

Il est responsable d'une politique tant à l'extérieur à l'égard des pays étrangers qu'à l'intérieur quant aux garanties des citoyens, à la vie économique, aux rapports sociaux, notamment. Il dispose à cet effet d'une armée dont il nomme les chefs, et de l'administration avec ses fonctionnaires. C'est sur l'ensemble de ces activités que le parlement entend assurer le contrôle dans les limites qui lui sont accordées par la Loi fondamentale. Des interférences entre les deux pouvoirs, plus particulièrement dans les pays à régime parlementaire, sont très courantes. Les commissions parlementaires jouent un rôle important dans l'action de contrôle. La plupart des parlements peuvent créer des commissions spéciales d'enquête pour l'examen par exemple des responsabilités encourues dans une affaire scandaleuse ou à l'occasion d'un événement grave.

Pour ce faire, ils jouissent parfois de pouvoirs judiciaires, peuvent siéger en public, entendre des témoins et faire connaître par tous les moyens de diffusion les résultats de leurs travaux ou leurs décisions.



## **L'enseignement**

*« Chaque enfant qu'on enseigne est un homme qu'on gagne.*

*Quatre-vingt-dix voleurs sur cent qui sont au bagne*

*Ne sont jamais allés à l'école une fois,*

*Et ne savent pas lire, et signent d'une croix*

*Victor Hugo »*

Ce quatrain écrit, il y a plus d'un siècle, par le grand écrivain Victor Hugo est très éloquent. La question de l'éducation doit se trouver au centre des préoccupations de chaque État démocratique. Plus les étudiants sont nombreux dans une société, plus rapide sera le progrès de cette société.

Dans un État, la technologie au service de l'enseignement doit être considérée comme partie intégrante d'une action continue qui tend à rapprocher efficacement étudiants, enseignants et moyens techniques. Ce ne sont guère quelques accessoires mécaniques qui vont déterminer la technologie de l'enseignement, le principe c'est la mise en œuvre rationnelle de systèmes d'apprentissage par des moyens modernes avec un aménagement des salles de classes et des méthodes pédagogiques bien adaptées.

Le philosophe américain James William (1842-1910) disait : « La psychologie est une science et l'enseignement est un art. » La science peut-elle engendrer cet art sans avoir recours à des intermédiaires à l'esprit inventif qui réalisent des applications ? L'école n'est qu'une partie des moyens éducatifs, à côté des multiples messages que l'enfant reçoit de son environnement.

Quelle est sa spécificité ? La réponse engage une certaine définition de la culture de l'enseignement et de son évolution. C'est sous cet angle que la technologie intéresse à nouveau l'enseignement. Trouvera-t-elle une culture technologique ou, du moins, une transformation – que l'école devrait prendre en compte – de la société par les techniques ? L'informatisation de la société est venue troubler les programmes éducatifs des classes. Fallait-il s'adapter très rapidement à cette nouvelle situation ? Le débat a pris toute son ampleur. L'informatique a provoqué par ses possibilités, par sa complexité, la prise de conscience d'un mode d'existence propre aux objets techniques.

Tout le monde est d'accord pour encourager l'entrée des ordinateurs à l'école. Au nom de l'égalité des chances, on objectera peut-être que l'éducation classique privilégie la culture écrite et avantage les enfants des élites. L'introduction de la technologie est souvent invoquée au profit des classes défavorisées.

L'école devrait-elle être le lieu où s'apprend la diversité et se cultive la différence ? L'introduction de la technologie dans l'enseignement reste la perception nouvelle d'une société en mutation permanente. Les travailleurs ne devront-ils pas changer plusieurs fois d'emploi, disposer d'une formation rapide aux nouvelles techniques ?

La formation continue n'a pas pour charge l'orientation de ses élèves, mais seulement de leur information. L'usage de l'enseignement audiovisuel ou multimédia dans les pays du Tiers-Monde qui ne disposent ni de maîtres ni de télévisions ou d'ordinateurs diffère sensiblement de la conjoncture étudiée.

L'éducation permanente met directement en cause le monopole éducatif de l'institution scolaire. Elle pose ainsi, à sa façon, la question des relations entre école et société. L'enseignement programmé inspire toutes les applications de l'informatique à l'enseignement, et les efforts de rationalisation des procédures d'apprentissage et leur contrôle. Il est le fruit de recherches de laboratoire et applique les méthodes de l'apprentissage dûment éprouvées. Il propose des formules d'enseignement permettant un contrôle systématique selon les exigences des méthodes scientifiques. L'apprentissage peut être dispensé par les moyens de supports ou de robots, c'est à dire des machines à enseigner. Système, individualisation, automatisation à la portée de tous, voilà ce que propose l'enseignement programmé à une époque où l'enseignement connaît dans le monde une crise générale. L'apprentissage programmé à petits pas convient à la progression de l'enseignement. Chacun étudie à son rythme, mais tous passent par les mêmes étapes. Le cheminement doit conduire tous les élèves au même but, c'est à dire des compartiments terminaux identiques. Dans le cas contraire, il faut refaire le programme. D'après les statistiques, un taux de 90% de réussite est enregistré dans l'élaboration d'un tel type de programme d'enseignement.

Lors d'une programmation des outils pour ce type d'enseignement ne faut-il pas analyser l'objet à enseigner d'après sa structuration logique, puis définir un ordre d'apprentissage selon les compétences et les besoins de ceux auxquels on veut s'adresser ?

Après la programmation du cours, il faut tester celui-ci, le corriger éventuellement, le mettre au point avant de l'utiliser. Cet effort de rationalisation n'est pas sans rappeler celui qu'a connu le monde de la production. De cette manière, l'éducation ne s'orientait-elle pas vers une industrialisation de l'enseignement ? L'enseignement programmé n'a pas beaucoup d'adeptes, ni dans les rangs des élèves, ni dans celui des universités. Par contre, il s'intègre avec plus de facilité dans les centres de formation des entreprises ou des institutions à but éducatif orientées vers le monde du travail et de la production. Il nous semble que son domaine de prédilection soit celui de la formation professionnelle et technique des adultes. Son extension connaît un développement différent selon les pays. Elle est plus rapide dans les pays industrialisés, mais le taux d'utilisation est très variable. Les États-Unis réalisent plus de programmes d'enseignement que tout le reste du monde. Mais l'impression générale perçue lors des colloques internationaux démontre que l'enseignement programmé est confiné dans les recherches de laboratoire et ne joue pas pleinement son rôle d'auxiliaire d'enseignement. Dans les pays en voie de développement, il a été introduit dans le cadre de relations bilatérales.

Il a permis, comme ce fut le cas des projets en Afrique et en Asie du sud-est développés avec l'UNESCO, d'aider à la réforme de l'enseignement. Il est remarquable que l'introduction de ce type d'enseignement ait suscité une dynamique orientée vers une conception pluridisciplinaire de l'enseignement et engagé une approche aux voies multiples dans l'utilisation des technologies éducatives.

Parmi tout le matériel dont dispose l'enseignement moderne, c'est l'ordinateur qui est le seul à permettre une réelle interactivité. C'est le seul qui soit capable d'exercer ces fonctions élémentaires de l'enseignement que sont le traitement des informations, le contrôle de l'acquisition de ces données et la correction des erreurs. À la différence de tous les autres outils audiovisuels, l'ordinateur a l'avantage d'être le moins faillible.

C'est vers les années 60 que l'utilisation de l'ordinateur dans le cadre de l'enseignement est devenue possible grâce à la mise au point de matériels permettant un dialogue en langage normal entre l'homme et la machine. L'ordinateur a surtout été utilisé comme un support particulièrement adapté à l'enseignement programmé. L'enseignement assisté par ordinateur est d'ores et déjà un moyen irremplaçable d'expérimentation dans le domaine pédagogique. Les applications les plus importantes ne sont pas celles où l'ordinateur remplace purement et simplement l'enseignant, mais celles où il fait preuve de capacités différentes. Quelle que soit l'application, il faut insister sur le fait que l'ordinateur doit être impérativement intégré au reste de l'enseignement, au même titre que le livre, le cours magistral. La faisabilité de l'enseignement assisté par ordinateur ne fait aucun doute.

Son utilité, quand elle apporte un complément aux formes classiques de l'enseignement, est évidente. Et sa place dans la recherche pédagogique semble devoir rester importante pour un long avenir.

### **Syndicats : « La formation »**

Si la loi constitue un guide, elle ne suffira pas à faire entrer dans la vie de la classe laborieuse le droit à la formation pour tous. Il faudra mobiliser toute la vigilance syndicale pour que ce droit devienne effectif. C'est pratiquement vrai pour les salariés des PME, qui sont exclus de la plupart des acquis sociaux.

Les organisations syndicales doivent obliger l'employeur à résoudre en coopération avec le comité d'entreprise les actions d'adaptation à l'évolution des nouveaux postes de travail ; les actions liées à l'évolution des emplois ; et les actions de développement de compétence. Voilà comment devrait se présenter le cœur de lutte des organisations syndicales.

## **L'agriculture**

*« Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France. »*

*Sully, Ministre et conseiller de Henri IV (1560-1641) – in « Économies royales »*

Depuis longtemps, l'agriculture a été la principale préoccupation de la société. En effet, elle était nécessaire à sa survie. Nous verrons plus loin comment elle s'est développée. La révolution agricole s'insère dans un contexte socio-économique complexe. Alors qu'évoluent les activités secondaires et tertiaires dans l'économie, de profonds bouleversements se produisent dans la société ; ils remettent en cause la hiérarchie des occupations humaines établie depuis des siècles, quand elles ne sont pas purement et simplement abandonnées par l'adoption de nouvelles conceptions de la vie économique. Désormais, le travail de la terre, à proprement parler, se trouve réduit à un rôle modeste ; celui du pouvoir des sociétés industrielles en matières premières et en denrées alimentaires devient beaucoup plus important.

L'agriculture joue avant tout un rôle de subsistance associé à une économie fermée dite « économie de besoin ».

Entre le 11<sup>ème</sup> et le 18<sup>ème</sup> siècle, dans de nombreuses contrées, les espaces agricoles s'étendent par le défrichement de zones boisées ou l'assèchement de marais. On introduit également de nouvelles cultures légumières ou fruitières, venues d'Amérique ou d'Orient. Toute cette période est caractérisée par la stagnation des techniques de culture et a fortiori d'élevage.

Tandis qu'à la même époque de grandes découvertes scientifiques arrivent, le monde rural est en butte à de nombreux problèmes qui se posent successivement. La peste noire au 13<sup>ème</sup> siècle, la Guerre de Cent Ans, les guerres de religions, la Guerre de Trente Ans contribuent à une certaine stagnation. La mise en valeur de l'agriculture va souffrir du manque d'investissements. Les capitaux frais venant de la bourgeoisie ou des marchands sont presque exclusivement utilisés à des fins honorifiques comme l'achat de terres appartenant à la noblesse, de titres ou le regroupement de biens fonciers. Cela permet à la bourgeoisie d'acquérir le prestige qui s'attache à la propriété foncière et d'accéder, dans une certaine mesure, à la classe nobiliaire.

Ce type de spéculation a pour effet d'accroître le prix des terres et d'en diminuer la rentabilité économique. Dans l'agriculture, le capital n'est amorti et renouvelé que dans la stricte et indispensable mesure de maintenir la productivité à son niveau traditionnel. La révolution agricole revêt des aspects multiformes, car elle affecte tous les cadres sociaux, économiques ou techniques de l'agriculture traditionnelle, cependant elle se heurte aussi à la résistance obstinée des anciennes pratiques issues d'un traditionalisme séculaire.

Cette révolution n'a pas seulement entraîné des changements techniques et technologiques, mais également une mutation des mentalités paysannes, gagnées petit à petit à l'esprit de rendement et de compétitivité au détriment des pratiques agricoles de polyculture vivrière et de cohésion du milieu rural. Cette révolution marque donc une période industrielle et d'investissements.



Ses répercussions seront multiples ; elles introduisent la spécialisation en fonction des avantages offerts par les marchés nationaux, continentaux et transcontinentaux, eux-mêmes activés par la progression du libre-échange et des moyens de locomotion. Des villes-marchés à vocation mondiale sont créées, telles Winnipeg au Canada pour le blé, Rangoon en Birmanie pour le riz, Rio de Janeiro au Brésil pour le café. Des bourses de marchandises, mais principalement de valeur comme New-York, Londres, Hambourg avaient commencé à insérer l'économie agricole dans les grands circuits financiers. Le développement de l'agriculture creuse un fossé entre l'agriculture des pays industrialisés et celle du Tiers-Monde. Cela démontre l'état de dépendance des pays du Sud par rapport à ceux du Nord. En Europe, la concurrence sauvage se fait jour avec les États-Unis avec son blé. La « United Fruit Co » se taille, très tôt, une suprématie dans son secteur.

La fin de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale et l'emprise américaine sur l'économie montre à quel point la révolution agricole a conduit à l'imbrication étroite du secteur primaire avec les autres activités. Les accords de Bretton Woods (1944) et la création du FMI ont marqué le départ d'une ère de mondialisation des affaires dans laquelle l'agriculture a été partie prenante.

Le plan Marshall, la suprématie du dollar américain (à cette époque), le rôle de gendarme universel assumé par les États-Unis accélèrent les processus de la mondialisation. Les ressources agricoles apparaissent désormais comme un enjeu dans la course à la puissance.

Au départ, ces ressources avaient une valeur notamment nutritive. Elles se sont transformées en bien de spéculation. L'agriculture moderne est confrontée aux intérêts des grands groupes privés, industriels et financiers, qui régulent l'économie mondiale. Les firmes multinationales s'appuient sur quatre stratégies : La recherche d'approvisionnement, celle de marchés, celle d'une main-d'œuvre à faible coût et celle de la sécurité des investissements. 80% du commerce mondial céréalier est tenu par les « 5 sœurs » : Cargill et Continental Grain (États-Unis), André (Suisse), Dreyfus (France) et Bunge (Argentine-Brésil). Ces firmes disposent de flottes, travaillent en liaison avec la recherche de pointe. Les chimistes considérés comme avant-gardes se situent au Nord : Montanto, Bayer, Sandoz ; les besoins se manifestent au Sud. Au Nord, la place financière de Chicago fixe le prix du blé, du maïs ou du soja. Les règlements réalisés en « Dollar-yoyo » renforcent une nouvelle forme de colonialisme. L'endettement des États-Unis est atténué par le jeu permanent du dollar. La mainmise sur le système agroalimentaire par les groupes financiers a provoqué des dysfonctionnements réels au sein de l'agriculture proprement dite et sur son rôle tant au point de vue socioculturel qu'en matière environnementale.

La fragilité des agricultures traditionnelles face aux colosses économico-financiers actuels réside dans le fait que les sociétés concernées, vivant dans un système d'autosuffisance et d'attachement aux valeurs ancestrales, ne permettent guère une amélioration profonde.

Ces agricultures traditionnelles sont si faibles qu'elles ne sont pas en mesure de résister aux prétendues lois du marché confortées par d'imposants moyens d'emprise technique et financière. C'est en 1947 que les États-Unis tout puissants, confortés par la foi en leur force économique ont pu convaincre, non sans arrière-pensée de profit, 23 États industriels de conclure l'Accord Général sur les tarifs douaniers et le Commerce (G.A.T.T.) pour assurer la libre circulation des produits industriels.

La supériorité technique, la maîtrise des moyens d'intervention sur la majeure partie du globe ont permis aux firmes nord-américaines de s'assurer une part déterminante des marchés agricoles du monde.

Ces groupes capitalistes disposent au lendemain de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale de grandes plantations d'héritage colonial. Les conglomérats agro-industriels dont l'empreinte est nord-américaine, qui régissent l'ensemble, viennent d'horizons divers : Standard Oil et Temeco relèvent du domaine pétrolier ; Southern Pacific des transports ferroviaires ; Dow Chemical ou Kaiser Aluminium, de la chimie. Face à la puissance américaine renforcée par l'apport japonais, l'Europe, morcelée en États multiples aux intérêts divergents, s'est structurée à partir des années 50, avec en 1954 la signature du Traité de Rome, acte fondateur du Marché Commun.

Deux secteurs d'activité sont désignés dans ce texte comme étant une priorité en matière d'intégration : l'agriculture et les transports. L'Union Européenne avec plus de 350 millions d'habitants et de consommateurs pourra-t-elle faire face au redoutable concurrent américain qui dispose d'une force imposante et persuasive dans le monde ?

## **La Justice**

La justice dans un État moderne est un service public ; elle est, par conséquent, administrée par des juges qui exercent leur pouvoir en conformité avec les lois en vigueur. En a-t-il toujours été ainsi ? Dans les sociétés primitives, l'administration de la justice était entre les mains d'un souverain. Dans la plupart des jugements, les décisions reflétaient plus un caractère passionnel que de la justice, d'autant que le souverain n'était pas considéré comme un législateur. Le souverain a été considéré dans tous les pays, dans toutes les civilisations, à toutes les époques comme celui qui a la tâche de surveiller l'administration de la justice dans le cadre de la mission qui lui est réservée pour faire régner le bon ordre et assurer la paix. Là, on relève le bon rapport qui existe entre l'administration de la justice et le droit. Apparemment les deux notions sont liées mais elles sont distinctes. Des rapports étroits existent bien évidemment entre justice et droit, d'autant que la notion du droit est incertaine et contestable.

À l'heure actuelle, les règles qui ne sont pas sanctionnées par les tribunaux apparaissent pour beaucoup comme dépourvues de caractère juridique.

À la lumière de ces réalités, observons comment dans divers pays la justice est administrée. Selon une opinion unanime, la justice doit être aisément accessible aux plaideurs ; elle doit, d'autre part, être administrée par des juges compétents et intègres. De nos jours, on considère universellement que saisir la justice de son pays est un droit pour chaque citoyen.

Toutefois, l'affirmation de ce principe ne résout pas tous les problèmes. En Angleterre, le pouvoir juridictionnel est basée sur une cour supérieure unique au sein de laquelle sont intégrées les instances civiles, pénales ou administratives. Aux États-Unis, il existe deux juridictions qui cohabitent de façon originale : la juridiction des États et la juridiction fédérale. Les différentes juridictions des pays administrent la justice selon certaines règles de procédure. Ces règles semblent constituer aux yeux des juristes une des bases les plus importantes dans le droit. Même sans leur accorder cette préférence, il faut reconnaître leur très grande utilité. Les règles de procédure que doivent suivre les tribunaux peuvent être inscrites dans des codes, des lois ou des ordonnances émanant du pouvoir législatif. Les procédures suivies dans un même pays peuvent être variées, chaque juridiction ayant sa procédure propre. On s'accorde cependant à reconnaître deux types de procédure, l'une dite accusatoire, l'autre dite inquisitoire. Dans le système accusatoire, l'initiative de l'action est laissée aux intéressés. Dans le système inquisitoire, le juge, une fois saisi d'une affaire, doit aller à la recherche de la juste solution. Le choix entre les deux systèmes est lié à une option d'ordre politique.

Le droit français et les autres droits de la famille romano-germanique suivent une voie moyenne qui comporte beaucoup de variantes. Une procédure écrite, adoptée en premier lieu par les tribunaux ecclésiastiques, a remplacé peu à peu à partir du 13<sup>ème</sup> siècle les procédures orales suivies au Haut Moyen Age. De là, la procédure est devenue de plus en plus inquisitoire, principalement en matière criminelle.

L'administration de la justice ne trouve pas sa conclusion dans le prononcé du jugement. Elle n'est parfaite que si le jugement rendu est exécuté. La distinction de l'administration de la justice, d'une part, et des voies d'exécution, d'autre part, trouve son explication dans des raisons d'ordre historique. Dire où est la justice est une chose, la faire régner en est une autre.

Au 18<sup>ème</sup> siècle, en France, dans le cadre de la science politique, Montesquieu reconnaissait l'existence des trois pouvoirs dont l'équilibre était nécessaire pour assurer un bon gouvernement.

À côté du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, les tribunaux étaient appelés à participer au gouvernement de la nation ; ils constituaient le pouvoir judiciaire. On ne peut concevoir d'institution judiciaire autonome dans un pays où sévit la dictature et où le droit est bafoué par ceux qui ont à leur disposition la force. L'existence d'un véritable pouvoir judiciaire, indépendant par rapport aux autres pouvoirs publics, est la condition nécessaire pour que dans un État règnent la justice et le droit. Quant aux juridictions constitutionnelles, leur fonction est d'assurer la justice politique conformément aux dispositions constitutionnelles.

Il peut s'agir de juridictions spéciales instituées par la Constitution, distinctes des organes politiques ; les magistrats peuvent être choisis par le gouvernement ou par le tribunal lui-même ; il peut également s'agir d'un corps politique spécialement habilité à cette tâche. De par sa composition plus stable, la Chambre Haute peut jouer ce rôle.

Toutefois, confier à un organe du pouvoir législatif l'exercice de la justice politique conduit à reconnaître sa fonction de contrôle du pouvoir exécutif. Parfois, le pouvoir militaire se substitue au pouvoir civil. Les tribunaux militaires exercent alors temporairement une fonction de juridiction politique d'exception, tout en conservant l'apparence de juridictions chargées de réprimer des infractions de caractère non politique. L'histoire démontre que la justice politique assure des fonctions distinctes et même contradictoires. À partir du 18<sup>ème</sup> siècle, l'apparition des principes démocratiques a donné à la justice une fonction officielle de contre-pouvoir. Son fondement demeure dans la volonté de rendre les gouvernants responsables de leurs actes. Simultanément, dans le cadre de tous les régimes quels qu'ils soient, la justice a conservé une fonction tendant à établir, à affirmer ou à sauver l'autorité du pouvoir public.

Les caractères spécifiques de la justice politique, dont la fonction est de renforcer le pouvoir, se maintiennent et se développent. Cette évolution se manifeste au niveau de la notion d'infraction politique et de la procédure permettant de la sanctionner.

L'objectif strictement qualitatif de la justice politique est de maintenir les rapports de force entre le pouvoir établi et ses adversaires. Les procès se caractérisent souvent par des huis-clos.

Il s'agit de limiter leur retentissement dans la communauté nationale ou internationale. La représentation nationale chargée de mettre en cause les ministres ou les chefs d'État hésite à sanctionner les membres du pouvoir.

Les propositions de mise en accusation, provenant le plus souvent d'une opposition minoritaire, n'aboutissent pas. La justice politique ne joue donc pas effectivement son rôle de contre-pouvoir freinant les abus éventuels de l'exécutif. Il s'avère que chaque régime, chaque gouvernement, dans un même contexte, aux prises avec des difficultés analogues, réagissent à l'aide de méthodes similaires, au détriment des droits de la défense et des libertés individuelles. Les procès politiques peuvent parfois atteindre le résultat opposé à celui désiré par le pouvoir. L'affaire Dreyfus est ainsi devenue le procès de l'armée. La condamnation de De Gaulle par un tribunal militaire de l'État Français l'a consacré aux yeux de l'opinion publique comme le chef de la France Libre et de la Résistance. À long terme, les condamnations les plus lourdes peuvent auréoler et grandir les condamnés.



## **L'imprimerie et la presse**

Vers 1450, Gutenberg invente l'imprimerie, et plus particulièrement les caractères mobiles. De là, l'imprimerie va jouir d'un véritable monopole pour la diffusion des idées. L'impression consiste à rapprocher par pression deux systèmes physiques : le papier et l'encre afin de déposer le second sur le premier, le transfert étant limité aux seuls endroits correspondant aux textes et aux illustrations à reproduire.

Les procédés tels que l'héliogravure et l'offset datent du début du 20<sup>ème</sup> siècle. Ils se situent dans la continuité de la gravure sur cuivre apparue au 15<sup>ème</sup> siècle et de la lithographie née peu après 1800. Plus que la fabrication des matrices dans le domaine de l'imprimerie et le procédé d'exécution qui ne feront l'objet que d'un survol notre sujet principal reste la presse. La révolution technologique du 20<sup>ème</sup> siècle permet la diffusion de l'information par les ondes ; dès les années 30, la presse est radiophonique ; après la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, elle devient télévisée.

Progressivement, la presse écrite perd sa place exclusive. Elle ne se relèvera pas de l'avalanche des nouveaux moyens de transmission par les ondes radio ou hertziennes. Cette évolution s'est faite dans le monde libéralo-capitaliste, au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle. Les grands quotidiens régionaux ont absorbé ou éliminé des publications locales, fusionnant entre eux ou se partageant des territoires afin de limiter la pénétration de la presse nationale. La particularité de ces procédés, c'est le drainage de la publicité par les journaux ou plutôt par les groupes de presse dépendant ou non d'autres groupes économique-industriels ou de messageries.

La liberté de la presse qu'on décrit comme le fleuron des libertés fondamentales oscille entre la liberté de l'individu et celle de l'entreprise, et schématiquement, tantôt de la puissance publique qui suscite ou remet en cause les statuts de l'entreprise, tantôt de la puissance de l'argent des entreprises. Tous ces débats incertains ne résistent guère devant les contraintes imposées par une double loi. D'abord celle du coût très élevé du fait des normes de fonctionnement ainsi que du grand nombre de services nécessaires à la fabrication de l'information ; ensuite, la loi qui veut que le produit (le journal) ne soit pas payé à son prix par le consommateur final, allant jusqu'à envisager la gratuité de ce produit comme le journal « Métro » en France et ailleurs. Cette situation ambiguë les pays du Tiers-Monde ne la connaissent pas ; là, le journal est un luxe pour admettre une grande diversité. Et même si ces pays ne se réfèrent pas à une idéologie marxiste, la communication s'exerce dans le sens vertical descendant auquel la radio semble satisfaire plus efficacement et économiquement. La presse doit d'abord décrire la croissance du monde depuis ses origines, analyser les facteurs de son développement, apprécier l'influence des journaux sur la vie des sociétés. Elle constitue, en même temps, une science auxiliaire de l'histoire car elle archive les éléments de la vie quotidienne et sert de source aux historiens. La presse contemporaine, héritière des gazettes du 17<sup>ème</sup> siècle, est le symbole du libéralisme et de la démocratie parlementaire.

Dans les pays où l'Ancien Régime n'a pas été abattu, les progrès de la presse furent moins importants. Par contre, la fin de l'Ancien Régime a ouvert la voie d'une seconde étape et précisé les principes de la liberté journalistique.

La troisième étape coïncide avec l'extension du suffrage universel et commence dans la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle. Elle aboutit à généraliser la lecture des journaux à toutes les classes de la société.

La transformation de la presse ouvre les voies de la consommation courante, résultat de la démocratisation politique, favorise l'industrialisation de la fabrication des journaux ; les progrès de l'instruction font du journal le prolongement naturel de l'école ; vont aussi de pair le développement du chemin de fer et l'extension de la publicité. C'est l'âge d'or du quotidien qui acquiert le monopole de la transmission des nouvelles, dans l'expression des opinions, la diffusion de connaissances, des idéologies et des modes.

Dans les années 50, l'illustration surtout photographique se développe dans les journaux. Mais la radiodiffusion va briser ce monopole. Et l'apparition de la télévision, quatrième étape de l'histoire des médias, bouleverse le marché de l'information. Ainsi, la presse quotidienne a progressivement perdu son audience, et est en quête d'une nouvelle orientation. La presse périodique a connu un développement durant un siècle et demi après l'invention de l'imprimerie ; elle a, tout de suite, été utilisée par la classe aisée comme un outil de propagande, la législation condamnant sévèrement les écrits et les impressions non autorisés. En France, « La Gazette » était la seule parution fournissant des informations politiques.

Après les traités de Westphalie, les journaux se multiplient en Allemagne, et dès 1722 paraissent de nombreuses « *intelligenz-blättern* » feuilles d'annonces et d'informations locales. Un droit de timbre est imposé en Angleterre à toutes les feuilles politiques en 1712 ; il augmentait tellement leur prix qu'il limitait leur audience aux hautes classes. Le « Libel act » de 1792, en confirmant le régime répressif, entraîna la multiplication des poursuites judiciaires. À l'origine, la presse aux États-Unis était libre.

La guerre de Sécession allait consacrer les méthodes du journalisme à l'américaine. On peut affirmer qu'au 19<sup>ème</sup> siècle, le journalisme avait supplanté la littérature tant comme lecture qu'écriture. En tenant compte de l'évolution des pays anglo-saxons, la conquête de la liberté de la presse en France fut beaucoup plus difficile. La Révolution jacobine et la dictature impériale avaient accru les pouvoirs de l'administration ; la source de l'information resta la même que sous l'Ancien Régime.

La presse connut deux périodes de grande liberté ; de 1789 à 1792, puis de février 1848 à 1850. La fin du 19<sup>ème</sup> et le début du 20<sup>ème</sup> siècle constituent l'âge d'or de la presse dans les pays occidentaux, malgré les deux guerres mondiales qui ont porté de graves coups à leur prospérité et à leur prestige.

La presse jouissait enfin de sa pleine liberté. En 1881, la France en adoptant une législation spécifique accordait à la presse la licence de dire et d'écrire, de diffuser sans entrave auprès de son lectorat, dans le cadre des lois existantes. La démocratisation de la vie politique rendait, à la fois, plus intéressants les contenus pour le lecteur et attirait vers les journaux les observations des hommes et des partis politiques ;

le citadin était plus curieux que le rural et disposait plus de temps à consacrer à la distraction. Au 20<sup>ème</sup> siècle, la révolution automobile permit d'atteindre chaque jour les villages ou les hameaux les plus reculés. La mécanisation de la composition dans l'imprimerie fut résolue en 1884 grâce aux linotypes. L'illustration joua un rôle essentiel dans l'attrait de la presse. La croissance économique aidant, la publicité offrait aux journaux les moyens de se financer et contribuait à augmenter leur pagination.

La France, pays où était née la presse populaire en 1863, connut son âge d'or jusqu'en 1914 ; à la veille de la guerre, elle était en tête des pays européens. L'entre deux guerres fut au contraire une période de stagnation ; et après la libération, le marché perdit son dynamisme. Cette relative perte d'influence est sans doute à mettre en partie sur le compte de la méfiance des Français vis-à-vis de leurs journaux qui s'étaient mués en instruments de propagande pendant les deux guerres mondiales. Après 1950, les pays européens n'ont pas été trop affectés dans le domaine de la presse grâce à la croissance des recettes publicitaires dans l'audiovisuel. Pendant cette période, le recul de la presse fut modéré, du moins au début. La plus grande perte d'audience fut observée en France. L'évolution technique et la mise en œuvre de nouveaux procédés se heurtèrent aux obstacles et à la résistance des salariés, et aux difficultés de financement, ce qui imposa de nouvelles méthodes de gestion et de rédaction.

Malgré ces difficultés, dans les pays industriels, en diversifiant ses contenus et ses publications, la presse écrite a réussi à surmonter le cap pour assurer sa cohabitation avec l'audiovisuel.

Le faible prix à la vente de la presse écrite, alimentée essentiellement par les annonces et les publicités, ne couvre pas son prix de revient. L'insuffisance des moyens financiers oblige à recourir à d'autres aides afin d'équilibrer les comptes comme l'aide publique. La prédominance des groupes financiers dans la presse écrite oriente le lectorat dans une direction déterminée.

Les entreprises développent des stratégies de concentration destinées à rentabiliser les investissements et la main-d'œuvre et à augmenter les recettes. Le contenu de la presse écrite a une valeur périssable ; pour les quotidiens, elle est de 24 heures ; pour les hebdomadaires de quelques jours seulement. Les petites annonces et les publicités apportent un soutien financier appréciable aux entreprises de presse. La publicité étant irrégulière, la trésorerie des journaux est souvent déséquilibrée. Malgré tout, c'est la publicité qui constitue l'essentiel de cette trésorerie. D'après les statistiques, la France ne fait pas particulièrement figure de pays où la publicité a atteint un niveau très élevé. En matière de campagne publicitaire, il y eut cette affaire célèbre en 1956 avec le canal de Suez et la décision de la nationaliser prise par le Président égyptien Gamal Abdel Nasser. À cette époque, la société d'exploitation du canal a mené une campagne anti-nationalisation avec de grands placards de presse dans les journaux français. Des quotidiens à fort tirage ont même reçu comme versement (était-ce à titre de récompense ?) un chèque d'un million de francs. Le quotidien « Libération » de cette époque s'était vu adresser un chèque de ce montant. Son directeur d'alors M. Astier de la Vigerie écrivit un article dans lequel il blâma ces pratiques ; il ajouta que ce chèque ne serait pas encaissé par le journal (alors que ce financement aurait été opportun pour le journal) mais conservé dans le

« musée » du journal « Libération ». Paix à son âme ! Cet homme a démontré d'une façon éclatante son courage et son intégrité, en restant fidèle à ses idées, à ses principes, c'est à dire au service du peuple et du droit.

Nous osons espérer que ce chèque soit resté parmi les archives du journal, disparu depuis des décennies.

Dans la presse écrite, les critères de contenu et de publicité sont également difficiles à séparer. Les éditeurs raisonnent en terme de positionnement d'un titre vers un public bien ciblé. Par contre, avec la radio ou la télévision, l'information atteint très rapidement le public dans son ensemble.

La presse est le lieu de l'information, de l'explication, du commentaire, de la prise de position sur tel ou tel sujet ou événement qui se produit dans le pays ou dans le monde. Sur le plan rédactionnel, elle est le principal secteur de l'écrit où un journaliste peut signer régulièrement un éditorial, une chronique ou un reportage qui contribue à fidéliser le lecteur. La presse est aussi un facteur de formation ou d'évolution des opinions parmi tant d'autres : tradition familiale, relations avec les pairs, insertion dans des réseaux interpersonnels, participation associative. Son influence ne peut être isolée de son contexte social. Quand les lecteurs choisissent leurs journaux, la presse est tributaire des appartenances sociales, des intérêts et des convictions de ses publics. Un changement brusque affectant cette relation entre les perceptions du lecteur et les prises de position du journal se heurte à la résistance des lecteurs. L'indépendance du journal se confirme par les analyses et les enquêtes effectuées lors de ses investigations. Mais, en est-il toujours ainsi ?

Souvent considérés comme des faire-valoir ou des courroies de transmission, les journaux éprouvent bien des difficultés à préserver leur indépendance et à éviter les suspicions qui pèsent régulièrement sur eux.

La mainmise des groupes de presse multimédia par la haute finance a bouleversé le paysage de l'information. Face à cela, les journalistes sont en proie à un tourbillon de sollicitations contradictoires. Elément constitutif d'une société démocratique, l'idée selon laquelle les moyens d'information décrets comme un quatrième pouvoir sont inmanquablement les alliés de la démocratie et de la participation des citoyens à la gestion des affaires qui les concernent. La démocratie triomphera le jour où les citoyens disposeront d'une information complète et objective. Une autre définition de la démocratie, c'est le combat toujours recommencé et point gagné contre toutes les formes d'inégalités dans la libre expression des pensées de chacun et dans le libre accès aux pensées d'autrui. L'article 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 disait : « *La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.* »

Cela fait plus de deux siècles que cette Déclaration est toujours de rigueur, même si elle s'est enrichie d'un terme complémentaire : « la liberté d'information ».



## De la création

### **Les Banques**

Dans une publicité, un banquier déclarait haut et fort : « Votre argent m'intéresse. »

Le système de troc a été le seul moyen d'échange entre les hommes dans les sociétés primitives.

Avec l'évolution de la société, un étalon a été choisi afin d'effectuer les transactions de marchandise. La division du travail a imposé la matérialisation de l'unité de compte sous forme d'un numéraire pour la vente et l'achat de biens. Le choix se porta d'abord sur l'or, matériau rare, malléable, solide. C'est ainsi que circulèrent des pièces frappées à l'effigie des rois et des princes, lesquels se réservaient le privilège de battre monnaie. Les banquiers furent les premiers à accepter le dépôt de l'or ou du numéraire en échange d'une remise d'engagement (le billet à ordre) de rembourser à vue. Et parmi ces « banquiers », les Templiers furent des initiateurs. Disposant d'un large réseau de commanderies en Europe et en Orient, ils proposèrent un service de lettre de change aux pèlerins qui se rendaient en Terre Sainte, avant de le généraliser à tous les voyageurs qui souhaitaient se déplacer en limitant les risques de vol. Nonobstant le fait d'être simple dépositaire, les banquiers prirent l'habitude de prêter une partie du stock qu'ils avaient constitué. De cette façon, ils ont accru les actifs monétaires détenus par le public. Le pouvoir politique eut le privilège d'émettre des billets garantis par une encaisse de métal précieux. Cette opération fut dévolue aux banques centrales. La banque centrale est la banque des banques.

Elle a pour mission de régir par divers dispositifs le stock de monnaie, les réserves obligatoires, l'encadrement du crédit, notamment. Elle régule le marché monétaire en tenant compte des paramètres de taux des autres valeurs monétaires.

La banque centrale est-elle une institution indépendante du pouvoir ? Elle a un rôle très ambigu. D'une part, elle est un démembrement de la puissance publique, d'autre part, elle est le banquier du Trésor d'État.

Les billets à ordre créés par les banquiers devinrent les billets de banque.

Cette nouvelle monnaie, sans valeur matérielle, mais investie de la confiance du public, le pouvoir politique en a réservé le droit d'émission au banquier de son choix. L'État s'engage et délègue son droit de battre monnaie, et par extension d'imprimer des billets qui restent convertibles en or et sont gagés par la détention auprès de l'institut d'émission d'un stock minimal de métal précieux. Les guerres mondiales, l'inflation ou les désordres monétaires furent les causes principales de non-convertibilité des devises. Dans la plupart des pays, l'État garantit le capital de la banque. Il n'existe qu'une banque centrale, qui souvent porte le nom du pays comme la Banque de France ou la Banque Fédérale Américaine. La Banque de France fut créée en 1800 sous l'instigation de Napoléon Bonaparte, Premier Consul. La totalité des billets et des comptes des banques représente l'émission monétaire réalisée par la banque centrale. Il s'agit de deux éléments très différents. Les billets qui circulent entre les mains du public forment la masse monétaire. Les comptes des banques alimentent un circuit purement interne du système bancaire ; il constitue une monnaie de type particulier, la monnaie centrale.

Les banquiers conservent au minimum une quantité de monnaie centrale conforme à la réglementation des réserves obligatoires.

Les créances comprennent les réserves en devises directement utilisables pour des transactions sur le marché des changes, et s'il y a lieu de régler des déficits de paiement avec l'étranger. Parmi les créances figurent les avances directes de la banque centrale à l'État ; elles sont toutefois plafonnées par la loi ; suivant l'achat des devises par la banque centrale, les avances à l'État fluctuent selon les besoins du Trésor Public. La banque centrale est habilitée à créer de la monnaie centrale qu'elle inscrit à son passif aux comptes des banques commerciales.

Ce procédé reste toutefois exceptionnel car il offre peu de garanties à la banque centrale. Selon une délégation accordée par l'État, les banques centrales exercent souvent un pouvoir réglementaire conformément à leurs statuts. Elles visent à prévenir les faillites bancaires.

Elles interviennent sur l'exercice de la politique monétaire comme pour la fixation du coefficient des réserves obligatoires, généralement non rémunérées, à constituer auprès de la banque centrale.

Cela peut être un pourcentage des dépôts ou des crédits. Tout relèvement de ces réserves accroît le besoin de refinancement des banques et rend plus onéreuses pour celles-ci une nouvelle expansion du crédit et de la masse monétaire. Il contraint les banques à relever leur taux de base et, par la même, de renforcer l'effet restrictif sur la distribution du crédit d'une hausse des taux d'intérêt sur le marché monétaire.

Les banques qui se trouvent en excédent momentané de monnaie centrale par rapport à leurs obligations de réserve offrent ces disponibilités aux banques déficitaires à un taux d'intérêt convenable.

Si la banque centrale ne satisfait pas le besoin ainsi créé, la hausse des taux d'intérêt peut être très forte ; on peut qualifier cette situation de crise de liquidités. Par voie de conséquence, la banque se trouve dans l'obligation de vendre des titres qu'elle détenait dans son portefeuille, ainsi, à terme, ses liquidités subissant une perte due à la baisse des cours en Bourse. Dans beaucoup de pays, on préfère éviter les variations trop importantes des taux d'intérêt car les entreprises et les ménages fortement endettés ne supporteraient pas des prélèvements de leurs charges financières. L'action des banques centrales à régler la liquidité bancaire et les taux d'intérêt à l'égard des organismes créateurs et gestionnaires de monnaie en fait les maîtres d'œuvre de la politique monétaire qui est un des instruments des pouvoirs publics sur l'économie.

L'expérience tirée des plans de stabilisation tend à montrer que la restriction des financements qui leur est associée pèse sur l'activité en volume, sur l'investissement. Cet effort est-il temporaire ? La croissance reprendra-t-elle sur des bases plus saines après une période de réajustement ? Ce délai risque d'être très long tant que la hausse des prix est perpétuée par des facteurs sociologiques et institutionnels comme l'indexation. En ce cas, une lutte contre l'inflation appelle notamment à la mise en œuvre d'une politique des revenus. La banque centrale peut-elle entrer en conflit avec les pouvoirs publics ?

La question se pose au jour le jour ; alors que la banque centrale s'efforce à atteindre ses objectifs, des phénomènes imprévus à l'origine peuvent affecter la création monétaire et les taux d'intérêt.

Dans un but expansif, si la récession ralentit les recettes fiscales ou si l'inflation accroît les charges de fonctionnement de l'État, le déficit budgétaire peut faire apparaître un besoin inattendu de financement.

Dès lors, des perturbations peuvent survenir sur le marché des changes tant sur le contrôle de la situation interne que sur les taux de change. Les banques d'affaires sont des institutions typiquement françaises ; on ne les trouve guère ailleurs qu'en France. La banque Rothschild se distingua au départ par sa participation dans les travaux de chemin de fer. Le Crédit Mobilier ne négligea pas de s'intéresser aux emprunts d'État et tira d'importants profits de leur lancement. Il tenta de commanditer le développement ferroviaire et industriel de l'époque. Avec la crise de 1866, les banques d'affaires souffrirent. Le Crédit Mobilier fut mis en liquidation.

En France, avec la promulgation de la loi du 2 décembre 1945 relative à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques, trois catégories de banques furent instaurées : Les banques de dépôts, les banques d'affaires et les banques de crédit. Plus tard, il y eut des modifications dans la gestion de ces trois catégories bancaires. La connaissance, le choix des hommes jouent un rôle essentiel dans une banque d'affaires. Ces établissements apportent leurs conseils financiers sans intervenir dans la gestion.

Ils laissent une grande liberté aux hommes auxquels ils font confiance. Aussi, doivent-ils apporter au choix de ces hommes une attention particulière. Ils utilisent pour cela les ressources de leur groupe, cherchent dans chaque affaire nouvelle où ils prennent une participation des hommes à promouvoir ou à mieux employer.

Dans toute activité, le choix des hommes est essentiel. Pour la régénération permanente des entreprises, il compte plus que tout.

La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) ont été créés sous l'égide de l'ONU et du Conseil de Sécurité ; ils étaient appelés à aider les pays de façon à améliorer les conditions d'existence de leurs peuples, notamment dans les pays pauvres, et en particulier dans les pays du Tiers-Monde.

La création de la Banque Européenne a renforcé ces deux institutions. Suivant leur devise, ces institutions devaient subvenir aux besoins des peuples de tel ou tel pays. Mais le choix d'accorder un prêt s'accompagnait souvent d'obligations politiques des États emprunteurs dont l'économie avait un besoin d'urgence. La situation géopolitique d'un pays dit « pauvre » est souvent l'objet d'une transaction financière avec ces banques dont l'influence ne cesse de croître.

Les besoins imminents des pays du Tiers-Monde ne seront considérés qu'à mesure de leur importance géopolitique. L'intérêt politico-financier d'un État ne prévaut-il pas sur celui d'une conception humanitaire ?

Les fondateurs de ces institutions dont les leviers de commande sont entre les mains des grands capitalistes et surtout des États-Unis d'Amérique ne soutiendront-ils pas les actions pour renverser telle ou telle dictature afin de mieux exploiter les richesses locales de ces pays ? Les événements qui se sont déroulés dans le Monde et qui se déroulent encore ne sont-ils pas révélateurs aux yeux des simples citoyens ? L'avenir nous réserve encore beaucoup de surprises dans ce domaine.

## **La Bourse**

On désigne par Bourse un marché public organisé où se négocient toutes sortes de produits. Mais cette expression a, peu à peu, pris la signification de marché des capitaux au service de la haute finance, où s'effectuent des transactions tant de titres que de valeurs mobilières. Le respect de la propriété privée et la liberté du commerce sont les deux préalables du marché boursier. Le terme de bourse vient du nom de la famille Van der BÛrse ; leur hôtel, situé à Bruges, en Flandres, servit au 15<sup>ème</sup> siècle comme lieu de rencontre et d'échanges aux négociants locaux ; il est devenu depuis lors le symbole du marché des capitaux. Les Bourses reflètent l'histoire du capitalisme. Au fil du temps, les grandes cités marchandes de la Renaissance ont créé leurs propres institutions boursières. C'est à Anvers qu'a été publié en 1592 l'équivalent d'une cote ou liste des cours pratiqués pendant une séance. La révolution industrielle a fait la fortune de la Bourse de Londres, le « London Stock Exchange » supplantée après la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale par celle de New-York « Wall Street ». Durement secoué par le krach de 1929, Wall Street a retrouvé son rôle prépondérant au lendemain de la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale.

À l'instar de l'Occident, le Japon a une place boursière importante avec la Bourse de Tokyo le « Kabuto Cho », une des premières places financières du Monde en terme de capitalisation.

Dès 1983, à la faveur d'une politique économique de marché, mais aussi grâce à l'engouement des investisseurs pour l'épargne collective, principalement les S.I.C.A.V. et les fonds communs de placement, la Bourse de Paris a connu un fort développement.



Les transactions boursières concernent les titres ou les valeurs de société faisant publiquement appel à l'épargne. Elles mettent sur le marché des titres que des investisseurs peuvent acquérir, devenant ainsi actionnaires de l'entreprise. Ce système contribue au financement des sociétés qui sont alors cotées en Bourse, lorsque celles-ci procèdent à une augmentation de capital. L'organisation d'un marché boursier permet d'établir un prix de transaction basé sur l'offre et la demande. Mais la fluctuation du cours de ces titres dépend également des conjonctures économique-politiques.

La Bourse sert donc de cadre à la restructuration des entreprises par la cession de blocs de contrôle, de fusions, d'offres publiques d'achat (O.P.A.) ou d'échange (O.P.E.), qui donnent souvent lieu à des surenchères. En tenant compte des incidences que peuvent avoir ces opérations tant sur le plan économique que politique, les pouvoirs publics ne peuvent s'en désintéresser. En France, ces transactions étaient réservées à une catégorie de négociants en valeurs mobilières ayant statut d'officier ministériel, les agents de changes. Ils ont été remplacés, à partir de 1986, par des sociétés de Bourse dont le capital est détenu par des banques et des sociétés d'assurances françaises ou étrangères. Dans Paris, et plus généralement en Ile-de-France, on en compte plusieurs dizaines.

L'organisation de la Bourse en France est confiée au Conseil des Bourses de Valeurs (C.V.B.), organisme doté d'un commissaire du gouvernement. Il gère les projets boursiers, des radiations de valeurs, entre autres. La Société des Bourses Françaises, créée par le C.V.B. contrôle le déroulement des opérations boursières.

L'ensemble de ces dispositifs est placé sous le contrôle de la Commission des Opérations de Bourse (C.O.B.), composée à parité égale de magistrats et de professionnels ; son président est désigné par décret en conseil des ministres. Elle a le pouvoir d'homologuer les organismes de placement collectifs en valeurs mobilières ; elle dispose d'un pouvoir d'enquête, et peut saisir la justice.

Nous considérons que dans le monde capitaliste, la Bourse est le véritable symbole de la haute finance internationale, âpre au gain pour absorber ou détruire ses adversaires en utilisant tous les moyens dont elle dispose. Combien de petits porteurs ont été les victimes de ces jeux boursiers ?

## **Les syndicats**

Le droit syndical a été acquis grâce à la lutte menée par les travailleurs. Reconnu en France en 1884, ce droit a évolué à l'image d'un syndicalisme ouvrier en changement perpétuel et s'est étendu progressivement aux autres activités professionnelles. La structure syndicale est devenue un grand mouvement de masse où l'élite assumait un rôle important. Avec l'évolution de l'industrie, les techniciens et les cadres dans le mouvement syndical s'orientent vers les questions d'ordre technique et économique, ainsi que vers les problèmes de l'entreprise. L'élargissement de la revendication des objectifs sociaux aux objectifs économiques, la technicité accrue des problèmes et la qualité de la vie ont conduit le législateur à appeler les syndicats à participer à l'élaboration de la politique économique et sociale. L'intégration dans le système politico-économique n'a-t-elle pas créée une certaine hantise chez certains dirigeants syndicaux ?

Concrètement au niveau de l'entreprise, l'action syndicale consiste en la protection des militants syndicaux et des travailleurs et la défense du pouvoir d'achat ; elle englobe la masse des travailleurs dans son ensemble.

L'institution syndicale n'a trouvé son développement qu'au lendemain de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Dès 1936, en France, ont été instaurés les congés payés et la sécurité sociale. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) a été créée en 1919. Son texte fondateur est la convention N° 87 qui stipule :

1°/ Le droit de chacun de se syndiquer

2°/ L'indépendance des syndicats par rapport à l'État

3°/ Le droit des syndicats de se regrouper.

La convention européenne des droits de l'Homme de 1950 garantit la liberté de constituer un syndicat et de s'y affilier, sous les seules réserves des mesures nécessaires à la sécurité, à la prévention criminelle et à la protection de la morale, des droits et des libertés d'autrui.

Les syndicats ont une fonction de représentation et de défense des intérêts professionnels ; l'adhésion implique la possibilité d'un choix de caractère facultatif du syndicat et le principe de pluralisme syndical suppose qu'il est possible de constituer autant de syndicats concurrents qu'il y a de tendances qui s'opposent.

Sous les régimes dictatoriaux, le syndicat unique est inféodé au régime politique ; il prend la forme d'un syndicalisme d'État. Ce fut le cas dans l'Italie fasciste, en France de 1942 à 1944 sous le régime de la charte du travail ou en Espagne où les syndicats, depuis une loi du 17 février 1971, se regroupaient dans une organisation unique tenue de collaborer avec les pouvoirs publics.

En France, chaque centrale syndicale regroupe des syndicats de branches diverses. Quant au système syndical en URSS et dans les démocraties populaires, sous la gestion des partis communistes au pouvoir, sa conception était tout à fait différente de celle des pays européens du monde libéral. La liberté syndicale était reconnue. Dans ces pays, et en particulier en URSS, le syndicat unique pour chaque branche industrielle était enregistré dans une organisation intersyndicale, régie par le centralisme démocratique en vertu duquel toute organisation syndicale est subordonnée à l'organisation supérieure. Ses attributions étaient à la fois politiques, administratives et économiques.

Les applications des directives du parti passaient à travers la formation des cadres syndicaux, l'émulation socialiste, l'inspection du travail, la gestion des assurances sociales, la participation aux exécutions du plan, les discussions sur les grandes options qui en sont la base et le choix de ces options. Dans les entreprises, les comités syndicaux concouraient à l'élaboration des plans de production, au perfectionnement technique, animant les assemblées de production des travailleurs où se pratiquait l'autocritique.

En Yougoslavie, le régime de l'autogestion était conféré au syndicat ; un rôle de contrôle ouvrier collectif sur les organes d'autogestion était de rigueur.

En France depuis 1956, et en Italie depuis 1970, l'employeur n'a pas le droit de prendre en considération, lors d'une embauche, l'appartenance syndicale du demandeur d'emploi sous peine d'être sanctionné pour pratique discriminatoire. Les difficultés de preuve comme l'insuffisance des sanctions civiles et pénales grèvent une grande part de son efficacité à la protection théorique du droit de se syndiquer.

La menace pèse sur les militants et les délégués syndicaux pour lesquels une protection particulière est indispensable. En définitive, c'est la force des syndicats dans l'entreprise qui détermine le respect du droit syndical. Le rôle des syndicats est-il seulement d'assurer la défense et de protéger les intérêts de la branche industrielle, commerciale ou administrative dont il est issu ? L'action sociale, englobant l'emploi, le logement ou la retraite, exercée par les syndicats des travailleurs est devenue un des objectifs essentiels des négociations collectives avec le patronat et l'État. Par contre, le syndicat ne jouerait aucun rôle dans l'action politique.

Il est clair qu'à travers la limite syndicale, les partis de gauche y trouvent leurs intérêts politiques. Les luttes des syndicats ouvriers ont toujours un impact sur la situation économique et donc sur le plan politique. Les faits ont montré que partout les syndicats ouvriers et patronaux ont, à maintes reprises, des répercussions sur l'action politique : En France, avec le Front populaire en 1936 ; dans d'autres pays comme l'Afrique du Sud avec l'apartheid, la décolonisation, la création du Parti Travailleuse britannique par les Trades Unions, les campagnes électorales américaines, la grève de transporteurs au Chili...

Les critères de la représentativité généralement retenus sont les effectifs, et à titre complémentaire le versement des cotisations, la liberté des adhérents, l'indépendance à l'égard des employeurs, enfin l'activité et l'ancienneté du syndicat. En outre, un autre critère peut déterminer la responsabilité ou l'influence du syndicat : ce sont les élections professionnelles dans les comités d'entreprise ou de délégués du personnel.

Selon ces critères, en France sont reconnus dans l'ordre : La Confédération Générale du Travail (CGT), Force Ouvrière (FO), la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC), la Confédération Française de l'Encadrement CGC (CFE-CGC) ; et dans le secteur agricole : la FNSEA ou la Confédération Paysanne.

L'objectif principal des syndicats est la défense des intérêts des travailleurs face à ceux des employeurs. Imaginer que l'évolution des mouvements syndicaux suit l'extension progressive de la révolution industrielle d'une façon identique dans divers pays. C'est faux !

L'étude comparative des organisations syndicales actuelles montre qu'il en existe une variété considérable voire antagoniste. Cette différence se révèle au sein des sociétés occidentales elles-mêmes et soviétique du temps de l'existence de l'URSS et du Tiers-Monde.

Dans la plupart des pays occidentaux, la révolution industrielle a donné naissance à une série de révoltes et de luttes ouvrières.

Pour coordonner ces actions et imposer la reconnaissance légale de ces actes, il a fallu trouver une forme appropriée d'organisation, le mouvement syndical. Les machines faisant l'objet de la révolution industrielle étaient considérées comme créatrices de chômage. Les manifestations furent violentes ; et leur répression suscitait une plus grande violence encore. La politique dut se mêler de l'action des travailleurs.

En France, Pierre Waldeck-Rousseau, homme politique (1846-1904) fit voter la loi de 1884 autorisant la formation des syndicats. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque, toute organisation ouvrière était interdite dans les pays en voie d'industrialisation. C'est avec les expositions universelles, et en particulier celle de Londres en 1862, que des rencontres entre représentants ouvriers de divers pays ont lieu. À la suite de quoi, l'Association Internationale des Travailleurs fut créée en 1864.

La multiplication, le développement de masse des luttes revendicatives ont obligé la levée progressive des interdictions à l'encontre des organisations ouvrières et syndicales. Ce furent les ouvriers anglais qui en bénéficièrent les premiers, cinquante ans avant les Français. Les organisations ouvrières avaient alors plusieurs formes, aides sociales ou humanitaires.

La forme définitive du syndicalisme dans presque tous les pays fut calquée sur le vieil unionisme anglais. Le travail étant considéré comme une marchandise, la forme des syndicats prit des aspects divers dans les pays où ils étaient complètement dispersés.

En Grande Bretagne, ces syndicats essayèrent de se fédérer, en chambres syndicales en France lorsque le Second Empire se libéralisa, au sein de l'Union Ouvrière Générale des disciples de F. Lassalle en Allemagne. L'organisation des chevaliers du travail se transforma en American Federation of Labor aux États-Unis. En France, s'affirma l'indépendance du syndicalisme (Charte d'Amiens 1905). On rencontre aussi en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne et en France des organisations syndicales qui se nourrissent de l'esprit confessionnel religieux.

La montée des périls conduisit le syndicalisme à épouser une idéologie pacifiste et internationaliste qui combattit la guerre par des grèves générales et des manifestations révolutionnaires. Pendant la guerre de 1914-1918, le syndicalisme prit un aspect différent en se ralliant partout au nom de l'union sacrée, à la fois nationale, et occulta ses visées internationalistes pour collaborer à l'effort de guerre avec le pouvoir.

La 1<sup>ère</sup> guerre mondiale a entraîné l'éclatement d'un certain nombre de centrales syndicales nationales, et créé un pluralisme syndical international. La première internationale syndicale disparaît en 1914 et se reconstitue à Amsterdam en 1919.

En 1920 se forme à La Haye une confédération internationale des syndicats chrétiens ; et, en 1921, se constitue à Moscou l'Internationale syndicale rouge.



Les rivalités entre ces trois institutions syndicales s'affirment entre les deux guerres. Au lendemain de la guerre, le syndicalisme acquiert les traits qui le caractérisent à savoir ses divisions idéologiques, son intégration dans la nation et son rôle sur la scène internationale.

La Révolution d'octobre 1917 en Russie a eu une grande répercussion à l'Ouest. En Allemagne, dès 1918, les syndicats jouent comme une force de l'ordre à l'encontre des conseils ouvriers et des soldats. Ailleurs, en France en particulier, le syndicalisme se divise en organisations rivales concurrentes : CGT réformiste et CGTU (Confédération Générale du Travail Unitaire) révolutionnaire de 1922 à 1936 ; puis en 1947, CGT et CGT-FO ; d'autre part, s'organise un syndicalisme chrétien (CFTC – Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) qui éclate en 1964 avec la naissance de la CFDT.

L'instauration du régime fasciste en Italie (1926-1927), nazi en Allemagne (1933), fasciste en Espagne (1936) a suscité des inquiétudes et a conduit les organisations syndicales des démocraties occidentales à apporter leur soutien aux partis de gauche, en particulier lors du Front Populaire en 1936, en France. Après la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, les syndicats se mettent à l'œuvre pour la remise en ordre de l'économie avec les gouvernements tripartites en France (1944-1947), en Italie (1944-1948), avec le gouvernement travailliste soutenu par les Trade Unions en Grande Bretagne (1945-1951).

En 1945 est créée la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) mais l'AFL américaine s'y oppose dès le début et les syndicats chrétiens refusent d'y adhérer. En 1949, une autre organisation internationale est formée sous l'impulsion de l'AFL, la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL).

C'est une des conséquences de l'antagonisme qui se développe entre les puissances de régime capitaliste et l'URSS, appelée communément « Guerre Froide ».

La Confédération Internationale du Syndicat par-delà la diversité des États et des régimes sociaux et politiques, l'institutionnalisation d'un parti unique influe profondément sur la forme du syndicalisme instauré.

Les syndicats de certains États d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Amérique latine ou même d'Europe (par exemple en Espagne) présentent une série de caractéristiques communes : organisation syndicale unique, accent mis sur le maintien de la paix sociale, soutien à la production, frein à la formulation des revendications jugées « injustifiées ». Cependant, selon le développement économique des pays considérés, l'importance réelle et le rôle effectif de l'organisation syndicale varient considérablement. C'est l'unité syndicale qui peut assurer la réalisation des revendications de la classe ouvrière. Une négociation dans le cadre du syndicat sous-entend l'acceptation d'un compromis avec l'adversaire : le patronat ou l'État-patron.

## **La nouvelle politique socio-économique**

Le bilan de la société capitaliste est, on le voit, loin d'être idyllique. Preuve en est, qu'à l'aube du 21<sup>ème</sup> siècle, la faim et la misère continuent à sévir dans le Monde, et affectent des millions d'individus sur tous les continents. Ce ne sont pas les aides humanitaires, certes nécessaires, accordées par les Nations Unies ou apportées aux populations sinistrées par les associations privées qui peuvent suffire. Selon les statistiques, les pays les plus pauvres sont de plus en plus frappés par la famine, les épidémies ; et la mortalité infantile va en s'aggravant. Drames auxquels s'ajoutent les catastrophes naturelles comme les tremblements de terre (à Bam en Iran, en 2003), des déluges avec des glissement de terrain (en Amérique latine ou en Asie), des tempêtes, typhons ou tornades (Amérique, Caraïbes ou Océanie) ou des Tsunamis (En Asie du Sud-Est, en décembre 2004). Cette dernière catastrophe n'a épargné personne, des populations locales de huit pays aux complexes hôteliers et touristiques avec leurs milliers de vacanciers. Certes, les hôtels, les bungalows et les commerces seront reconstruits, mais combien d'hommes et de femmes, marqués dans leur chair par la mort et la souffrance, pourront-ils reconstruire leur vie, reprendre leur métier et oublier le traumatisme subi ?

En jetant un regard sur le passé, l'Egypte des pharaons nous a légué ces superbes monuments que sont les pyramides, dont la plus célèbre est, sur le site de Guizèh, celle de Kheops qui devait servir de sépulture royale. Combien d'esclaves ont-ils périés lors de son édification ?

En ce 21<sup>ème</sup> siècle, en jetant un coup d'œil sur le présent, les pyramides modernes que sont les tours et les buildings n'ont pu être construits que par le travail de milliers d'ouvriers, qui ne pourront habiter dedans.

Outre le travail de ces ouvriers du bâtiment, il aura fallu que des bureaux d'études ou des architectes, des techniciens, des ingénieurs et des dessinateurs aient contribué aux projets de construction. Et au-delà, n'oublions pas ceux qui ont façonné et usiné les matériaux, ceux de la sidérurgie, de la maçonnerie, de la verrerie, entre autres. N'oublions pas non plus qu'en plus du sable et du ciment, il aura aussi fallu de la sueur et du sang.

C'est au prix de grands sacrifices que des milliers de gens ont apporté leur labeur pour créer des pyramides aux tours de verre et d'acier des richesses dont la jouissance n'était réservée qu'aux seuls exploitants. À ceux qui ont fait construire des immeubles, des buildings, des constructions somptueuses grâce à la force des travailleurs ! Ces derniers n'ont eu comme récompense qu'un maigre salaire pour se nourrir et subvenir aux besoins de leur famille, de manière à pouvoir continuer à travailler.

De l'époque du servage jusqu'à nos jours, combien d'entre eux furent brimés, persécutés, torturés, condamnés et même marqués au fer rouge, sans jamais renoncer pourtant à affronter les pires épreuves dressées sur leur chemin. Innombrables ont été les luttes de la classe ouvrière dans le monde pour faire valoir ses droits ?

Il y eut la Commune de Paris en France, en 1871 ou la manifestation ouvrière de Chicago en 1886 pour un 1<sup>er</sup> mai chômé mais également et surtout pour obtenir une durée de travail hebdomadaire limitée à 8 heures ; ces manifestations furent violemment réprimées par la police ; il y eut des morts et des blessés parmi les ouvriers. Ce ne sont que quelques exemples. Cela explique sans doute pourquoi pour une part, tout en voulant préserver ses acquis et ses privilèges, la société capitaliste a cherché à évoluer. C'est ainsi que, tant en Amérique qu'en Europe, au sein des puissances économiques émergentes, le « capitalisme » s'est offert un semblant de métamorphose.

Le terme même de « capitalisme » tend depuis lors à disparaître au profit de l'appellation plus « neutre » de « libéralisme » ou « d'économie de marché ».

Il est vrai que la connotation de capitaliste rappelait trop l'exploitation de l'individu par une classe dominante, alors que le terme de « libéral » semble plus approprié. Ce glissement ne laisse-t-il pas entendre que tout un chacun a la possibilité d'entreprendre, en créant sa propre entreprise pour devenir son propre patron ou tout simplement patron, et faire ainsi, selon ses compétences, le choix de sa profession ou construire son avenir librement ? Ce n'est ni plus ni moins qu'une transposition du rêve américain, lequel se nourrit des perspectives de réussite et d'argent. En réalité, si l'on offre à tous ces entrepreneurs l'opportunité de s'établir et de devenir de petits patrons, il ne faut pas oublier que les leviers de commandes, tant sur les plans financiers que juridiques, restent entre les mains d'une oligarchie, constituée en donneurs d'ordres.

Ainsi, la classe capitaliste, sous son masque libéral, continuera-t-elle à exploiter non seulement la classe ouvrière, mais également les petites entreprises qu'elle a contribué à créer. L'ultra libéralisme, quant à lui, cherchera à s'affranchir de la tutelle étatique, en poussant le système d'exploitation jusqu'à ses limites, et préférera investir dans des régions du monde où la main d'œuvre est, à la fois, la moins chère mais aussi la plus docile. Dans ces conditions, ne risque-t-on pas de voir le climat social se dégrader durablement dans les pays les plus avancés avec des débordements qui, menaçant de mettre en péril les privilèges de quelques-uns, pourraient mener à l'ouverture d'une lutte ouverte des classes ? Et, au seuil d'une nouvelle ère, cela ne donnerait-il pas raison aux théories de Marx qui prévoyait l'abolition du capitalisme par une révolution de la classe ouvrière ? Fatalisme, prétendront certains. Pourtant, les faits sont là. Le fossé se creuse entre les pays riches et les pays pauvres, et dans chaque pays entre les possédants et les exploités, qui tôt ou tard, deviennent des exclus.

Considérant le capitalisme comme un feu de forêt, observons comment agissent les pompiers pour maîtriser ce feu. Lors d'un incendie en forêt, une tâche très lourde est confiée aux soldats du feu. Suivant l'expérience acquise depuis de longues années, les pompiers dépêchés sur les lieux examinent la situation, mesurent la vitesse et l'orientation du vent pour agir en conséquence afin d'éteindre l'incendie. Si l'incendie a lieu dans une grande étendue de forêt, les pompiers prennent des mesures pour endiguer l'extension des flammes. Selon la direction du vent et la qualité des essences, ils calculent l'avancée du front des flammes.

En aval du foyer principal, ils provoquent un incendie (contre-feu) qu'ils peuvent maîtriser aisément ; lorsque le front de flammes atteint la zone volontairement brûlée, l'absence de matière combustible permet de circonscrire l'incendie, et l'extension est jugulée.

En tenant compte que le capitalisme est farouchement attaché à ses acquis, il ne semble disposé ni à les abandonner, ni à les partager aisément. Il faut donc que la classe ouvrière ait recours à un autre moyen pour s'approprier le capital. En s'inspirant de l'action des pompiers, il faut qu'elle s'implante dans la société capitaliste, et ce conformément aux lois en vigueur, en créant des sociétés coopératives à caractère social communautaires tant dans le domaine industriel qu'agricole. La richesse des pays est assurée par le travail des ouvriers tant dans l'industrie que dans l'agriculture, des techniciens, des ingénieurs, notamment ; le patron ne dispose que des moyens d'exploitation de son personnel, c'est à dire de l'argent dont il est le seul maître. L'implantation de sociétés à caractère social communautaires est tout à fait réalisable sous l'égide des syndicats, suivant les branches corporatives et les domaines d'activité. Les syndicats, eux-mêmes, sont structurés suivant les branches corporatives de la société.

Le cadre productif, les ouvriers, les techniciens et les ingénieurs, assumera sa tâche en étroite collaboration avec l'équipe dirigeante qui remplacera la fonction de « patron ». Les travailleurs de l'entreprise auront le droit de contrôler les comptes d'exploitation de leur entreprise. L'équipe dirigeante sera élue par les travailleurs tous les deux ans, conformément aux statuts de l'entreprise.



La création de banques appropriées et de services sociaux permettront aux employés de l'entreprise d'avoir la possibilité d'acquiescer ce dont leurs familles ont besoin. Peut-on ignorer que dans un pays capitaliste un employé qui vend sa force de travail à son patron est doublement exploité ? La première fois quand il fournit son travail ; la seconde quand il dépose l'argent de son salaire sous forme de compte à la banque. Cet argent ne dort pas pour le banquier, il le rentabilise. Les dépôts sur les comptes d'épargne, les assurances-vie ou d'autres produits financiers pour attirer l'argent vers ces banques se multiplient. Les comptes courants ne sont pas productifs d'intérêts ou ne le seront qu'à des taux très bas. Par contre, en cas de découvert même momentané sur un compte bancaire, les agios sont très élevés pour son détenteur.

En conclusion, le capitaliste exploite son employé dans son entreprise, et il exploite l'argent économisé que ce dernier a placé en banque ou à la Caisse d'Épargne.

La création de la nouvelle société coopérative communautaire supprimera de telles pratiques notamment avec des institutions communautaires où les membres jouiront des avantages indispensables à la vie que la société capitaliste s'est réservée. Ainsi, cette nouvelle société coopérative permettra d'administrer des soins gratuits à son personnel. Des crèches fonctionnant avec souplesse donneront la possibilité aux parents de réaliser indépendamment leurs projets suivant la fluctuation socio-économique de la société – n'oublions pas que nous vivons dans une société capitaliste.

Des mesures seront prises de façon à ce que le chômage ne vienne pas affecter la structure de cette nouvelle société coopérative.

Cette nouvelle société coopérative doit tisser des liens avec des sociétés coopératives d'autres régions en mettant à profit les acquis de leurs expériences réciproques afin d'apporter un service de qualité à la population. Une expérience similaire peut se développer dans d'autres pays du monde. Le sentiment d'internationalisme des peuples renversera chaque barrière du nationalisme, de la haine et de la xénophobie afin de mettre en œuvre une coopération entre chaque nation du globe.

Il est bien évident que, dans cette société-là, c'est la classe laborieuse qui sert à construire et à développer les entreprises. En considérant que cette classe laborieuse est encadrée par les syndicats de diverses corporations, c'est justement ces mêmes syndicats qui peuvent jouer un rôle important et servir de base à la construction de la nouvelle société coopérative autogérée. En ce qui concerne la représentativité au parlement, les partis politiques doivent céder la place aux représentants du peuple tout entier et de chaque catégorie corporative. Cette représentation sera assurée par des élus syndicaux, notamment. La régularité dans sa gestion, la transparence de ses comptes et la motivation de ses membres créera un véritable engouement pour cette société coopérative, de sorte qu'elle provoquera une émulation pour attirer davantage de membres dans sa mouvance. La tâche prioritaire de cette société est l'éducation des enfants, car la jeunesse assurera la relève de la nation.

Le chômage, la délinquance et la drogue doivent disparaître dans cette nouvelle société ; la confiance et la sécurité régner dans les villes et les campagnes.

La haine et le mépris devront être éradiqués pour être remplacés par l'amour et le respect d'autrui. Chaque pays, chaque région doivent apprendre et approfondir leur histoire, leur culture, leurs origines, ainsi que leur langue.

Dans ce monde, il existe plusieurs centaines de langues parlées et écrites, sans compter les langues régionales. Pour assurer une compréhension mutuelle entre les nations, il est indispensable d'avoir recours à une langue secondaire qui sera étudié dans les écoles comme une seconde langue. Ce ne sera ni le français, ni l'anglais, ni le russe ou le chinois, mais une langue nouvelle créée par une commission internationale composée de linguistes, de savants, d'hommes de lettres. Ils pourront élaborer une langue communautaire et sociale ayant toutes les possibilités d'adaptation dans les domaines scientifique ou littéraire. L'enseignement de cette seconde langue sera obligatoire dans les écoles, cela permettra aux peuples du monde de s'exprimer librement en dehors de leur langue maternelle.

Malgré les bénéfices colossaux réalisés par les grandes entreprises, leurs personnels profitent de peu d'augmentation de salaire. Qui plus est, certaines de ces entreprises ont prévu le licenciement de certaines catégories de personnel. Ainsi, un employé ayant travaillé plusieurs années dans une entreprise se retrouve du jour au lendemain sans emploi. Par conséquent, la classe ouvrière doit prendre son destin en main. Son avenir et l'avenir de sa famille en dépendent. La création de la nouvelle société coopérative autogérée dans la société capitaliste est plus qu'urgent.

Le tableau N° 1 donne une projection de la population dans divers pays ou zones géographiques avec notamment le nombre d'actifs, d'enfants ; la part de l'illettrisme le nombre de chômeurs, de pauvres ; le nombre de décès infantiles.

Le tableau N° 2 (Source Forbes 2005) : Le classement des 20 plus grandes fortunes dans le Monde

Le tableau N° 3 (Source Forbes 2005) : Le classement des 20 plus grandes entreprises dans le Monde

L'argent dilapidé par le patronat est le produit du travail des ouvriers ; il doit donc rentrer dans la caisse de la communauté. Les actifs de l'entreprise permettront de subvenir aux besoins de son personnel. Dans cette nouvelle société coopérative, l'ouvrier accomplira son travail avec ardeur et amour car il sera considéré comme membre d'une famille dont l'objet est d'ériger une institution communautaire. Dans de telles conditions, qui n'acceptera pas de fournir pendant un temps un effort supplémentaire pour juguler la crise économique source de chômage. L'exemplarité de ces entreprises fera des émules dans la société. Suivant les résultats obtenus, la presse économique se fera l'écho du développement et de l'extension de ces entreprises. Les médias ne resteront certainement pas bouche cousue devant un tel phénomène qui peut faire tache d'huile, non seulement dans le pays d'origine mais au-delà, si la classe laborieuse est consciente de son avenir.

Face à cela, la classe au pouvoir lâchera-t-elle son emprise pour céder la gestion des affaires à une nouvelle société coopérative autogérée ?

Si tel est le cas, nous pourrions alors considérer que l'implosion du capitalisme s'est déroulée en douceur, le système socialiste autogestionnaire ayant remplacé le système capitaliste sans effusion de sang.

Par contre, si la haute finance ne veut pas lâcher prise et s'évertue à préserver ses privilèges, tout en exploitant la classe ouvrière, nous pensons que les heurts pourront devenir violents voire très violents comme l'avait prévu et décrit Karl Marx avec la destruction du système capitaliste par une révolution ouvrière devenue inévitable.

Malgré tout, nous sommes persuadés que la sagesse l'emportera, et la création d'un nouveau monde peut assurer à la population du monde une vie paisible où le chômage disparaîtra, l'amitié et la collaboration comme la coopération entre les peuples ouvriront de nouveaux horizons et de nouvelles perspectives d'avenir.

Rassembler toutes les énergies dans une perspective de développement personnel et collectif, mieux appréhender le monde qui nous entoure dans sa diversité, conquérir l'Espace, et pour le bien être de l'Humanité, améliorer les conditions de vie des peuples, mettre fin au gaspillage des ressources, préserver le bien commun qu'est l'environnement, combattre et faire reculer par tous les moyens la pauvreté, lutter contre tous les fléaux quels qu'ils soient, et enfin créer les conditions pour des lendemains qui chantent n'est-ce pas le désir de tous ?